

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 14 JUIN 1976  
n° 208 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire N° 56 942

**Tribune préparatoire au II<sup>e</sup> Congrès du PCR ml**  
voir p.2

## LIBAN

### MALGRÉ LE CESSEZ-LE-FEU, LES COMBATS CONTINUENT

Selon certaines informations, les troupes syriennes ont débarqué à Beyrouth par la mer, dans le quartier de Ramlet-el Beïda, quartier résidentiel qui n'a pas encore été touché par les événements précédents. Des combats ont eu lieu dans ce quartier pendant toute la journée d'hier. Elles auraient aussi fait une percée en direction de Saïda, là où les patriotes avaient encerclé puis détruit, il y a quelques jours, une vingtaine de chars syriens.

établi par la Ligue Arabe. Celle-ci demande que Syrie arrête immédiatement ses bombardements et son avancée vers les grandes villes, Beyrouth, Saïda et Tripoli. Les troupes syriennes devraient évacuer en premier lieu les endroits qui encercent les grandes villes puis le reste du Liban, c'est-à-dire la Békaa et le nord du pays. Au moment où on annonçait que la Syrie acceptait ce plan, on annonçait aussi que les troupes syriennes étaient renforcées.

Au même moment, la Syrie semble avoir accepté le plan de cessez-le-feu

Suite page 7

### LE TIBET AUJOURD'HUI INTERVIEW D'HAN SUYIN

voir p.11

### IL Y A 40 ANS, LE FRONT POPULAIRE

voir p. 9 l'enquête de Camille NOEL

### 16 % à 20 % de hausse sur le tabac

Vendredi dernier, Simone Veil dépose un projet de loi anti-tabac sur le bureau de l'assemblée nationale. Il s'agissait de lutter contre les répercussions sur la santé du tabagisme. Hier, on apprenait que le gouvernement prépare une nouvelle hausse sur le tabac : 16 à 20 % selon les marques ! D'ici à penser que la première mesure préparait le terrain pour la seconde... En tout cas, voilà un nouvel impôt pour les travailleurs. Quant aux marques qui protestaient contre les restrictions de publicité, elles retrouveront largement leur compte !

## GISCARD SALUE PETAIN

Réhabiliter Pétain, célébrer la construction européenne autour du nouvel axe Paris-Bonn, tels sont les deux points essentiels du discours prononcé par Giscard à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Verdun, devant quelques milliers de survivants de la plus sanglante boucherie impérialiste de tout les temps.

Jamais un discours officiel n'avait poussé aussi loin la réhabilitation de Pétain. La commémoration de Verdun est une bonne occasion pour tenter d'effacer le souvenir de la période vichyste en s'appuyant sur le rôle de Pétain dans cette bataille qui a toujours été présentée dans l'historiographie bourgeoise comme une grande victoire patriotique. Giscard a formulé le souhait que le souvenir de Pétain «s'identifie à celui qu'en gardent les combattants». Restait à justifier la période de collaboration ouverte avec l'Allemagne nazie, l'édification en France d'un régime fasciste. Giscard passe sous silence les atrocités du régime de Vichy, il reprend pour justifier Pétain les arguments des collaborateurs à la Libération : «affaibli par l'âge». Oubliions nos vieilles querelles, semble dire Giscard à la bourgeoisie, collaborateurs, résistants ou attentistes, serrons les coudes en face de cette révolte montante des travailleurs, la classe au pouvoir ne peut plus se payer le luxe de la division sur cette question. suite p.3

### SUCCÈS DU MEETING DES «LICENCIÉS DE DURAFOUR» SAMEDI SOIR A CLICHY

## REUNIR TOUS CEUX QUI SONT FRAPPES PAR LA REPRESSION



Le meeting qui s'est déroulé samedi soir à la Maison du Peuple de Clichy sur le thème des «licenciés» de Durafour, a rassemblé 600 personnes. Devant une salle enthousiaste, les travailleurs des Câbles de Lyon, Bourgogne-Electronique, Bourgeois, etc..., ont vigoureusement dénoncé la politique actuelle de la

bourgeoisie qui tente d'anéantir les capacités de lutte de la classe ouvrière, et vise à tuer dans l'œuf la combativité nouvelle qui se dégage des dernières luttes.

Face à cette répression, dernier recours de la bourgeoisie après ses appels démagogiques à la collaboration de

classes, il est important de construire une riposte efficace.

Le meeting de samedi soir est une étape importante dans ce rapport de forces national qu'il faut créer aujourd'hui contre la répression.

(Voir nos informations page 5)

- SEP (Bordeaux): 5 délégués licenciés - Entretien avec la section CFDT «Voilà pourquoi le patron veut nous frapper» -P4-
- Uruguay : «Remous chez les bourreaux»-P7-
- Document : Argentine, la militarisation des usines-P8-
- Le courrier des lecteurs-P10-
- Notre enquête : Où va l'Allemagne ? Le DCB, syndicat unique -P12-



## SUR L'APPARITION DE LA NOUVELLE BOURGEOISIE

CHERS CAMARADES

Vous reprenez, dans le paragraphe sur l'insurrection prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat, les acquis théoriques du mouvement d'étude sur la dictature du prolétariat qui a lieu en ce moment en Chine et qui a eu entre autres conséquences, la destitution de Teng Siao Ping.

Vous écrivez «la persistance de cette petite production offre un terrain privilégié à la naissance et au développement des idées individualistes, bourgeoises de l'ancienne société».

Et aussi : «Le prolétariat... ne peut réduire d'un seul coup l'ancien droit bourgeois... les différences dans la répartition des fruits du travail, les différences entre travail intellectuel et travail manuel, entre ville et campagne... constituent un terrain privilégié pour le développement des idées réactionnaires».

A mon avis, une autre rédaction devrait mettre en valeur :

- que sous le socialisme, non seulement persiste l'ancienne bourgeoisie, mais *naît* constamment (sur la base des inégalités énumérées et de la petite bourgeoisie encore plus vorace et dangereuse que l'ancienne : elle est à double face et elle a d'autant plus d'appétit qu'elle est nouvelle.

- Que ce ne sont pas seulement les idées qui sont un obstacle, mais le capitalisme lui-même et la bourgeoisie elle-même. Il y a d'abord une base économique et sociale à la production de ces idées.

- Que les représentants de la bourgeoisie, ancienne et nouvelle, existent au sein du Parti, d'organisations d'Etat, etc. Ceci ne doit pas être signalé à part (p. 29, 2<sup>e</sup> colonne fin du paragraphe), mais *directement* lié à ce qui précède.

Dans l'article de Yao Wen-Yuan «de la base sociale dialectique anti-parti de Lin Piao» (brochure - éd. Pékin - 1975). On lit ceci (P. 2) : «La clique anti-parti de Lin Piao incarnait les intérêts des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie abattue, elle exprimait le désir de la réaction abattue de renverser la dictature du prolétariat et d'instaurer la

dictature de la bourgeoisie. Ce point est bien clair». Après quoi l'article analyse brièvement le programme et les menées de la clique anti-parti de Lin Piao. Mais page 4 l'analyse prend un tournant : «Cependant une telle compréhension des choses n'embrasse pas encore l'ensemble du problème. La clique... incarnait (...) *aussi les espoirs des nouveaux éléments bourgeois* engendrés dans la société socialiste et qui cherchait à monnayer le pouvoir. Les éléments de cette clique présentent *des caractéristiques propres aux nouveaux éléments bourgeois*, un certain nombre d'entre eux sont eux-mêmes de tels éléments (etc). C'est sur ce deuxième point que nous devons pousser notre analyse».

L'article l'indique clairement : voilà pourquoi il faut tenir compte de la petite production, voilà pourquoi il faut réduire le droit bourgeois.

Page 7 : «Si... on veut consolider, élargir et raffermir le droit bourgeois et la part d'inégalité qu'il entraîne, un phénomène de polarisation se produira inévitablement, c'est-à-dire que dans le domaine de la répartition, une minorité de gens *s'empareront d'une partie toujours croissante de marchandises et de monnaie par certaines voies légales et de nombreuses voies illégales*».

«Accaparement du bien public par relation, concession, vol, pots-de-vin, autres abus» (page 8).

...Est-ce que ce sont seulement des «idées» ? Quelles sont les caractéristiques propres à cette nouvelle bourgeoisie ?

Page 21-22 : «Les nouveaux éléments bourgeois... ont en général les caractéristiques politiques des éléments à double face et des parvenus. Pour mener des activités capitalistes sous la dictature du prolétariat, ils doivent toujours d'une façon ou d'une autre, arborer une enseigne socialiste. Et puisque, dans leurs activités de restauration, *il ne s'agit pas pour eux de récupérer des moyens de production expropriés, mais de s'approprier des moyens de production qu'ils n'ont jamais possédés, et cela d'une rapacité sans pareil*, et ils ne voudraient faire qu'une bouchée des biens relevant de la propriété du peuple

entier ou de la propriété collective pour en faire leur propriété privée».

C'est ce caractère d'éléments «à double face» qui impose la nécessité d'étudier la théorie sur la dictature du prolétariat et notamment le rôle de la petite production (p. 26-27).

L'analyse insiste sur le fait que le programme de Lin Piao nous présentait les intérêts de la bourgeoisie déchuée comme de celle qui naît chaque jour, il représentait les intérêts de sa classe dans son ensemble. Mais l'appartenance des nouveaux bourgeois au parti, souvent leur origine de classe, leur langage et leur tactique «à double face, impose une analyse de la base économique, sociale, une analyse de la réalité pour dévoiler l'écran de pensée «marxiste» derrière lequel ils se cachent. Lin Piao et Teng Siao Ping :

1- Ont représenté les intérêts de leur classe dans son ensemble

2- Ont participé à la direction du Parti communiste.

C'est pour cela que l'étude de la dictature du prolétariat est une arme contre eux et leurs semblables.

Un lecteur de Sceaux

# TRIBUNE DU 2<sup>e</sup> CONGRÈS DU PCRml

## POURQUOI N'Y A-T-IL PAS DE RÉFÉRENCE AU «DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE»

CAMARADES

Dans le projet de programme la question de l'armée est bien peu développée. Pourquoi le PCRml ne fait-il pas référence à la juste position du défaitisme révolutionnaire face à la nouvelle guerre impérialiste qui se prépare ?

Les communistes ne doivent-ils pas se réjouir des coups reçus par leur bourgeoisie impérialiste et

profiter de ses défaites pour la renverser tout en mobilisant le prolétariat et les masses populaires sur un programme autonome contre tout agresseur impérialiste. Avoir pour politique de «pousser» sa bourgeoisie à pratiquer telle ou telle politique de défense nationale, comme le préconise un passage du texte du PCRml publié par le Collectif pour l'unité des marxistes-léninistes, tout en obscurcissant la nature de la lutte et la

nécessaire direction du prolétariat et de son parti, n'est-ce pas en définitive faire accomplir ces tâches par le prolétariat pour le compte de la bourgeoisie et dans les limites qu'elle impose ?

En espérant que vous voudrez bien préciser vos positions sur cette brûlante question, veuillez accepter, camarades, nos salutations communistes.

Des lecteurs de Paris

Le défaitisme révolutionnaire ne vaut à mon avis que lorsque la guerre impérialiste oppose deux puissances qui nourrissent de part et d'autre des espérances d'annexion, d'expansionnisme voire d'hégémonisme. C'était le cas lors de la première guerre mondiale durant laquelle il ne s'agissait pour les chauvins pas tant de défendre son pays que de soutenir les ambitions de «son» impérialisme dans la rivalité qui l'opposait à ses voisins.

La seconde guerre mondiale éclate dans un monde tout-à-fait différent, un monde où le fascisme nazi visait à l'hégémonie sur le monde. Fallait-il prôner le défaitisme révolutionnaire devant les bottes nazies ? «Se réjouir des coups reçus

### COMMENT PARTICIPER A LA TRIBUNE ?

A l'occasion de la préparation du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml, le Quotidien du Peuple a demandé à des responsables du Parti Communiste Révolutionnaire de répondre aux questions qui lui seraient envoyées concernant le projet de programme élaboré par le Comité Central.

Pendant toute la durée de préparation du Congrès, l'animation de cette tribune sera confiée à Richard Desgraves, collaborateur du Comité Central.

Camarades, amis, militants révolutionnaires, participez activement à cette tribune en envoyant au Quotidien du Peuple, vos réflexions et vos critiques, acquis de votre expérience pour contribuer à enrichir et préciser la ligne de notre Parti !

par notre bourgeoisie impérialiste et en «profiter» ?

Aujourd'hui, la France certes, reste une puissance impérialiste, en ce sens elle est amenée à intervenir contre les peuples du monde («département et territoires d'outre mer», menaces récentes sur le Liban, etc...), mais elle est devenue une puissance de deuxième ordre.

Le monde est aujourd'hui dominé par deux super-puissances, c'est d'elles en premier lieu, de leurs rivalités, que viennent les risques de guerre - La «nouvelle guerre», dont tu parles, qui se prépare, ne pourra pas être provoquée, ni se dérouler à l'écart des super-puissances. Peut-on voir sérieusement dans une guerre qui opposerait la France à une super-puissance, une guerre impérialiste du même type qu'en 1914, qui conduirait à «refuser de participer» d'une quelconque manière à la rivalité de deux impérialismes ?

Cette situation de l'impérialisme français nous a amené à faire une distinction entre les différents aspects de l'armée impérialiste. En précisant qu'un de ces aspects (en plus d'armée de guerre civile, armée d'oppression pour les peuples du monde) d'une façon incon-

séquente (parce que reflétant les pressions des super-puissances), mais réelle, visait à assurer la défense du territoire ; il s'agissait de prendre acte de cette situation. Tenir compte de cet aspect au demeurant ne signifie nullement s'en remettre au main de la bourgeoisie, de son état-major contre une éventuelle agression.

Ceci étant dit nous ne pensons pas que la guerre soit imminente au point qu'il faille rédiger et largement diffuser un «programme autonome». En la situation actuelle, notre première tâche reste «faire la révolution». Mais nous devons aussi expliquer notre analyse sur les dangers que font courir aujourd'hui les deux super-puissances, notamment le social-impérialisme afin que, si la guerre éclate avant, le prolétariat assume toutes ses tâches, repousse les agresseurs et fasse la révolution.

C'est parce que nous analysons la situation de cette façon, c'est parce que nous voyons nos tâches ainsi, que nous ne pouvons faire «référence à la juste position du défaitisme révolutionnaire face à la nouvelle guerre mondiale qui se prépare», dans le projet de programme.

R.D.

POUR VOUS PROCURER LE PROJET DE PROGRAMME COMMANDEZ FRONT ROUGE N° 7 5 F + 2 F de port



N°7 Nouvelle Série

MAI 1976

5 F

# GISCARD SALUE PETAIN

## L'HISTOIRE REVUE PAR GISCARD

Suite  
de la page 1

Sept cent mille morts français et allemands, 60 millions d'obus tombés sur 21 000 hectares : voilà des chiffres qui montrent l'horreur de cette boucherie.

«Courage, on les aura !» C'est avec de tels slogans qu'on encourageait les poilus à «tenir». Des dizaines de morts en quelques minutes pour avancer de quelques mètres, pour reprendre une tranchée qu'on a dû abandonner : cela a duré plus de deux ans, de septembre 1914 à décembre 1916.

Quelles leçons tirer de ce carnage ? «L'attitude exemplaire devant leurs hommes, des chefs militaires, comme le dit Giscard, ou choix criminels d'une stratégie qui s'est voulue offensive : c'est sur le «moral» et le conditionnement des pioupioux que reposait cette stratégie.

«Ouvriers, paysans, fonctionnaires, bourgeois résistant jusqu'à la mort tant que l'ordre de repli n'a pas été donné». Giscard tente de faire revivre le mythe de la «fraternité des tranchées, sublimant les oppositions de

classes». Toute la France comme un vaste «arrière» : c'est ainsi que Clémenceau présentait les choses. Derrière ce discours, se cachent les profiteurs de la guerre, ceux qui ont fait fortune en vendant des canons, comme Renault, Michelin, Citroën... et tous ceux qui spéculaient sur les difficultés du ravitaillement, et qui menaient une vie de luxe et de débauche, tandis que le peuple se faisait tuer pour les intérêts impérialistes de la bourgeoisie. Non, ce n'est pas, comme le dit Giscard,

pour «défendre l'indépendance nationale», que tant de fils du peuple sont morts : c'est pour assurer la suprématie de l'impérialisme français en Europe.

Il ne nous fera pas oublier que les travailleurs n'ont pas accepté sans réaction cette tuerie au service de l'impérialisme. Malgré la trahison des chefs socialistes qui ont applaudi l'effort de guerre de la bourgeoisie, il y aura le 1<sup>er</sup> mai 1917, peu après Verdun, 100 000 grévistes contre la guerre.

Dans les régiments, après l'échec de l'offensive de ce Nivelles vanté par Giscard, il y aura des mutineries qui seront écrasées dans le sang. (629 condamnations à mort, 75 exécutions, 2 873 condamnations dont 1 881 à des peines de prison : voilà l'œuvre de Pétain, «économe de ses hommes»). Rien à voir avec cette alliance sacrée de tous les Français, quelle que soit leur appartenance de classe, à laquelle nous appelons Giscard face à l'ennemi... ou face à la «crise» !

En même temps, cette réhabilitation de Pétain est un nouveau coup porté aux gaullistes et aux défenseurs de l'indépendance nationale telle que la voyait De Gaulle, elle amorce une évolution de la politique de défense nationale vers une défense intégrée sous l'égide atlantiste.

C'est déjà cela que préparaient la suppression de la commémoration du 8 mai, date de la victoire sur le nazisme, et c'est cela qu'appuient tous ces films, livres ou émissions de télévision jetant le discrédit sur les résistants, cherchant des excuses aux nazis et à leurs collaborateurs. L'axe Paris-Bonn qui se met en place n'a rien à voir avec l'amitié des peuples français et allemands, c'est celui de la collaboration des bourgeoisies contre les peuples. Ce que Giscard va chercher en Allemagne, c'est du muscle pour son «libéralisme».

Cette orientation est confirmée par le deuxième point de ce discours : la réconciliation avec l'Allemagne. En tirant un trait sur le nazisme, Giscard ménage Schmidt en vue d'une intégration dans une Europe dont on sait qu'elle serait dominée par l'Allemagne, une Allemagne où des lois semblables à celles qu'Hitler imposa pour réprimer la lutte des masses, sévissent actuellement, une Allemagne où les anciens nazis se trouvent de ce fait à leur place dans des postes d'importance.

Mais on n'efface pas ainsi la trahison des uns et la lutte héroïque des autres, le peuple de France n'admettra pas qu'on réhabilite ses bourreaux, qu'on lui arrache les libertés démocratiques qu'il a conquises par la lutte et qu'on aliène une nouvelle fois son indépendance.



## Refonte des prestations familiales, annonce Giscard DES ALLOCATIONS DE CHOMAGE DÉGUISÉES

La famille, c'est un thème de propagande que tous les gouvernements réactionnaires affectionnent. Celui de Giscard n'échappe pas à la règle, il en abuse même. Depuis le début de l'année, le sujet revient régulièrement sur le devant de la scène. C'est cette fois Giscard, après Simone Veil et Françoise Giroud qui devant l'UNAF (Union Nationale des Associations Familiales) a annoncé un train de mesures en faveur des familles.

L'an prochain, une prestation unique sera créée, elle «remplacera cinq allocations actuellement versées sous conditions de ressources ; l'allocation de salaire unique et sa majoration, l'allocation de la mère au foyer et sa majoration, l'allocation de frais de garde. Elle pourrait être versée aux familles ayant un enfant de moins de trois ans ou trois enfants car ce sont celles pour lesquelles un effort particulier est le plus nécessaire, le plafond de ressources retenu devrait être relativement élevé, de sorte que deux tiers environ des familles soient concernées par la réforme».

On demeure encore dans l'imprécision sur le montant de cette nouvelle prestation et le plafond retenu, il est probable qu'au niveau gouvernemental, rien ne soit encore fixé. D'ailleurs, on voit mal actuellement comment ces mesures pourront s'harmoniser avec les précédentes de Veil et de Giroud (allocation spéciale à toutes les mères ayant un enfant de moins de trois ans, garantie de ressources pour les mères seules) à moins qu'elles ne la remplacent. En tout état de cause, remplacer trois allocations différentes par une seule, n'augmente pas la somme versée.

D'ici 1977, le gouvernement se réserve le temps de préciser, on s'apercevra alors qu'il s'agit d'une baudruche comme pour les précédentes réformes».

Un des aspects caractéristiques de la future allocation unique tient à ce qu'elle ne dépend pas de l'activité professionnelle et que, donc, les femmes qui ne travaillent pas, ou dont le mari ne travaille pas, pourront la toucher. Elle vise donc à assurer un minimum de subsistance à des familles qui n'ont qu'une ressource ou des ressources très faibles et que ne touchaient même pas ces allocations ; mais d'autre part, en jouant sur le plafond de ressources, à décourager certaines femmes de travailler. On peut supposer que le gouvernement en jouant sur le plafond de ressources modèlera le chômage des femmes. La généralisation de la sécurité sociale même aux mères ne travaillant pas, va dans le même sens, car l'accès au bénéfice de la sécurité sociale joue beaucoup dans les motivations des femmes à rechercher un emploi salarié.

Parmi les autres mesures : travail à temps partiel, horaires souples, congé de deux ans pour les mères après la

naissance d'un enfant, il s'agit sous couvert de parvenir à une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, de développer le chômage partiel.

Giscard promet enfin une meilleure adaptation des logements aux besoins familiaux, sans plus préciser comment. Une promesse de plus qui a de quoi laisser

sceptique quand on sait que la construction de logements sociaux est en diminution.

La politique familiale du gouvernement est du même niveau que l'ensemble de sa politique : inconsistante, sous des discours prometteurs, aggravation réelle des conditions d'existence sous prétexte d'amélioration de la qualité de la vie.

### LES DIFFICULTÉS DE L'UNION DE LA GAUCHE

La seule action commune sur laquelle se sont mis d'accord les trois partis signataires du programme commun, vendredi 11 juin au siège du PCF, c'est une manifestation contre les atteintes aux libertés et un tract commun d'appel à cette manifestation, qui condamnera «la politique sociale du pouvoir et du grand patronat, la répression anti-syndicale dans les entreprises, les pressions exercées dans la Fonction Publique et la magistrature et les nouvelles menaces que les projets gouvernementaux font peser sur les libertés».

Et encore, cet appel commun ne sera pas distribué dans les entreprises : malgré le souhait du PS, le PCF se refuse à toute action commune dans les entreprises.

En effet, le PCF qui se voit doublé électoralement par son partenaire socialiste, compte bien utiliser son influence et son organisation dans les entreprises comme moyen de pression sur le PS

si celui-ci prenait trop de libertés avec l'union de la gauche. Il ne tient donc pas à favoriser l'implantation du PS dans les entreprises par des actions communes.

Quant au PS, pour sa part, il compte bien exploiter tous les avantages que lui confère sa situation de «parti charnière» :

Son comité directeur, qui s'est réuni samedi 12, a réaffirmé son opposition à la proposition du PCF d'un accord national pour les élections de 1977. Il gardera ainsi les mains libres pour des alliances avec des centristes.

PS et PCF ont une nouvelle occasion de s'affronter à l'élection cantonale de Boulogne-Billancourt, où deux candidats de la «gauche» s'opposent à Georges Duhamel, soutenu par toute la majorité et André Guillou, du PS et Aimé Halbeher (PCF), trop connus des ouvriers de Renault, qui renonce à ses fonctions à la CGT pour briguer un poste de conseiller général.

## SPORTS

### MARSEILLE-LYON : 2-0

Dans un Parc des Princes surchauffé, deux équipes sans inspiration qui essayaient de sauver une saison ratée, nous ont donné à assister à une des plus mauvaises finales de Coupe de ces dernières années. Jouant le centre et tablant sur l'exploit individuel pour réussir le KO, à ce jeu les Marseillais furent les meilleurs. Dans cette grisaille, seul l'esprit collectif de Yazalde amenant de façon lumineuse le deuxième but nous a montré ce que peut être l'art du foot-ball. Pour que la Coupe de France redevienne elle-même, il faudrait en revenir à la formule du terrain neutre qui a fait sa gloire et qui seule répond aux impératifs de l'équité sportive en cette époque de chauvinisme délirant, pour que soit prouvée l'inconsistance des hiérarchies établies et la médiocrité de la prétendue élite. Mais les dirigeants du foot-ball ont tout prévu pour rétablir l'ordre troublé par les dangereux triblions sans grade (élimination de St-Étienne en 32<sup>e</sup> de finale par Troyes cette année, etc...). L'année prochaine, les 32<sup>e</sup> de finale ainsi que les 132 rencontres seront aussi jouées par aller et retour favorisant ainsi les équipes professionnelles soutenues par des publics importants. Aux yeux de la Fédération, la rentabilité de la Coupe est infiniment plus importante que la régularité sportive. (L'arrivée des amateurs de Quevilly en demi-finale contre Bordeaux, ça date déjà).

Alain DESAVE

### AUX 24 H. DU MANS

La victoire de l'équipage Icks-Van Lenen sur Porsche à turbo-compresseur (acquise dès l'abandon de l'Alpine Renault) a été l'occasion pour les journalistes «sportifs» de la télévision de nous gratifier d'un petit couplet sur la «prodigieuse organisation allemande». L'équipe de mécaniciens de la firme allemande a été comparée au Bayern de Munich, où «chacun sait exactement ce qu'il a à faire et n'en fait ni plus ni moins».

Par contre, on a bien peu entendu parler de la mort d'André Haller, au volant d'une Datsun. André Haller était loin d'être un novice, il n'avait pourtant pas été qualifié lors des essais.

**DÉMAGOGIE VERTE**  
Norbert Sergard, secrétaire d'État aux PTT, a participé hier matin à Lille à une manifestation appelée par les mouvements écologiques de la région lilloise. Cette manifestation protestait contre le projet du maire PS de Lille, Mauroy, de faire passer une bretelle au-

toroutière de raccordement Lille-Dunkerque à travers un bois où se trouve une ancienne citadelle datant de Vauban. Il faut rappeler pour expliquer ce soudain accès de fièvre écologiste chez Segard qu'il a décidé de se présenter aux prochaines élections municipales contre Mauroy...

# LUTTES OUVRIÈRES

## SEP (Bordeaux) 5 militants «licenciés» et 15 autres menacés

### "VOILA POURQUOI LE PATRON VEUT NOUS FRAPPER..."

ENTRETIEN AVEC DES MILITANTS DE LA SECTION CFDT DE LA SEP

— Quotidien du Peuple : Aujourd'hui à la SEP, cinq militants syndicaux de la CFDT sont licenciés dont trois qui ont des responsabilités syndicales ; quinze autres dont douze ont des responsabilités syndicales, viennent de se voir infliger un dernier avertissement avant licenciement. Il s'agit là d'un fait de répression très important dans la région. Quelles sont les causes profondes de celle-ci ?

— Il y en a vraiment tout un tas. C'est là que le 31 mai, tout est tombé. Nous venions de mener une grève d'un mois (12 avril-12 mai), grève qui avait été lancée suite au licenciement de l'agent technique. Les gars avaient été embauchés dans un service relativement spécial dans la mesure où dans ce service, ils

faisaient des produits, dits nouveaux, sous licence américaine et la direction prétendait mettre des clauses de secret de fabrication.

Partant de là, elle entraînait l'accès du bâtiment. Il se trouve que la camarade qui travaillait dans ce service, au bout d'un certain temps, demandait à adhérer à la section, et d'autre part, nous a donné un certain nombre de renseignements précis sur les conditions de travail de son bâtiment (température ambiante de 40°, usinage d'amiante et de graphite, le tout en 3x8). La direction l'a su et a commencé à lui mettre sur le dos un certain nombre de fautes inventées pour la faire licencier. Aussitôt alors, des débrayages contre la répression ont commencé. Pendant huit jours déjà, quatre demi-heure

par jour, puis ça a été la grève totale pendant trois semaines. Suite à ce mois de grève, le gars n'a pas été réembauché ; en plus, traditionnellement, le patron signait dans les grèves un protocole d'accord dans lequel il s'engageait à ne pas poursuivre les travailleurs pour fait de grève ; là, rien du tout. Toujours est-il que quinze jours après, le 31 mai, les sanctions sont tombées : cinq camarades licenciés, quinze autres ont reçu le

dernier avertissement avant licenciement.

Au niveau de la boîte pour expliquer cette répression, il faut voir que la lutte que nous avons menée a énormément surpris la direction, et lui a fait peur. C'est que la lutte que nous avons menée pendant un mois n'était pas un conflit classique qui se cantonnait à des revendications matérielles, mais un conflit d'idées qui remettait directement en cause son autorité et ceci

à travers les licenciements. Les travailleurs passaient à l'offensive contre la répression. La nature de la lutte que nous avons menée est très importante, car quand on regarde tous les conflits qui se sont déroulés ces derniers temps, c'est une chose rare. C'est qu'on s'est battu pendant un mois uniquement sur des faits de répression.

— QdP : Cette répression de la section CFDT n'a-t-elle pas des causes encore plus lointaines ?

— Oui, il y a un aspect particulier de la région depuis 1971 : nous avons mené plusieurs luttes victorieuses, non seulement en ce qui concerne les revendications, mais aussi contre la répression. En 71, nous avons mené une lutte d'un mois et nous avons fait échec au lock-out de la direction. Nous avons obtenu tout ce que nous voulions. Le rêve du patron, c'était d'avoir autant de salaires que de gars. Ce fut un premier échec qui ouvrait une brèche importante dans ses projets. Cela aujourd'hui, il s'en souvient. Puis en 1973, nous avons fait grève à nouveau un mois, par des débrayages et des défilés dans l'usine ; la direction licencierait six gars pour «entrave à la liberté du travail» car ils avaient leurs voitures devant la grille. Comme par hasard, déjà à l'époque, il y avait cinq délégués CFDT, dont deux licenciés définitivement aujourd'hui. A l'époque, nous avions arrêté la lutte pour les revendications ; on avait mis en place des piquets de grève, fermé les portes. Au bout de cinq jours, tous les gars étaient réintégrés. Ces luttes victorieuses sont restées sur la gorge de la direction. De plus, dans l'histoire de l'usine, il y a un truc assez particulier : en 1973, juste au moment de la grève, la masse des gars de FO, rejoignent la CFDT.

— Ce que le patron veut aussi, c'est avoir les mains libres pour licencier à l'avenir. La politique de la boîte, c'est de faire une société opérationnelle d'élite et d'éliminer 1 % des gars chaque année et les remplacer par des meilleurs. Il va donc casser l'organisation syndicale.

— Enfin, il y a une chose qu'il faut souligner et qui est grave, c'est que le but poursuivi, c'est de casser la section syndicale, mais aussi tout le syndicat CFDT Métallurgie de Bordeaux au travers de nous. Car les militants les plus actifs au syndicat, ce sont les gars de la SEP puisque c'est la seule boîte où la CFDT est majoritaire dans la Métallurgie.

— QdP : Il s'agit aujourd'hui, pour la direction, de remettre en cause une action syndicale au service des travailleurs...

— Oui, je crois que ça c'est important. Depuis longtemps, nous avons développé une pratique syndicale originale. Un exemple : qui doit décider de la conduite d'une lutte ? A la SEP, quand le patron parle de la section CFDT, il dit toujours : «Vous, on ne peut pas discuter avec vous, parce que vous n'êtes pas capables de prendre position autour de la table de négociations». C'est vrai ! Quand le patron nous dit : «J'ai dit ça, est-ce que vous êtes d'accord ou pas ?», nous, on lui répond : «On va en

rendre compte à l'AG, c'est aux travailleurs de décider» (...) Cette pratique syndicale, la direction ne peut l'admettre. Nous ne sommes pas des gars responsables, comme ils disent. Un autre acquis chez nous, c'est que les réunions de section se font avec les non-syndiqués. C'est une garantie des luttes aujourd'hui. On est des rouges, d'après le patron, mais ce qu'il ne peut pas digérer, c'est qu'on adopte cette pratique et contrairement à ce qu'il dit, on passe auprès des travailleurs pour des gens très sérieux. Un autre acquis, c'est que nous développons beaucoup l'information. Nous ne cachons rien du tout aux travailleurs. Nous rendons compte de notre activité (et de nos mandats), sans cesse, après chaque réunion. Une autre chose : le patron, depuis longtemps a tenté de faire croire que la concertation, c'était possible et il voulait se donner une image de marque libérale sur Bordeaux. On a montré ce qu'il en était devant les travailleurs, que ce n'était pas possible, cette concertation.

— La répression contre la section n'est pas nouvelle. Le patron n'admet pas que les gars à la SEP votent majoritairement pour nous. Il faut dire que c'est le patron qui fait le plus de procès aux organisations syndicales sur Bordeaux. On a eu quatorze procès simultanés. Et en 73, il nous a réclamés 20 millions d'AF pour une affiche.

— Ce que le patron veut aussi, c'est avoir les mains libres pour licencier à l'avenir. La politique de la boîte, c'est de faire une société opérationnelle d'élite et d'éliminer 1 % des gars chaque année et les remplacer par des meilleurs. Il va donc casser l'organisation syndicale.

— Enfin, il y a une chose qu'il faut souligner et qui est grave, c'est que le but poursuivi, c'est de casser la section syndicale, mais aussi tout le syndicat CFDT Métallurgie de Bordeaux au travers de nous. Car les militants les plus actifs au syndicat, ce sont les gars de la SEP puisque c'est la seule boîte où la CFDT est majoritaire dans la Métallurgie.

— Voilà les raisons pour lesquelles la répression s'abat sur nous. Alors, soyons clairs : il faut qu'on gagne car si on chute ici, ça va tomber dans la région. Inversement, si on gagne, ça aura un impact tel que ça risque de faire réfléchir les patrons de la Métallurgie bordelaise en général.

Propos recueillis par Richard FEUILLET

## ON RECHERCHE LES Responsables du dernier LICENCIEMENT de la SEP

(Société Européenne de Propulsion)



235 212



561 2137

C'est ça la nouvelle réforme de l'entreprise Inter Syndicale CFDT-FO-CGT

de la S.E.P. les 5 Chemins LE HAILLAN (97.05.46)

### MANIFESTATION POUR LES TRANSPORTS EN COMMUN GRATUITS POUR LES CHOMEURS A LYON

Pour une satisfaction immédiate de cette revendication sans restriction :

- pas de plafond de ressources
- pas de discrimination de nationalité ou d'âge
- transport gratuit sur tout le réseau sur simple présentation d'une carte de demandeur d'emploi

Rassemblement de masse, mardi 15 juin à 18 h 00 devant le siège des TCRL (Transports en commun de Lyon), 50 Cour Lafayette à Lyon 3<sup>e</sup> pour se rendre ensuite à l'Hôtel de Ville.

A l'appel de l'UD.CFD, AGFL, APF, CIMADE, Solidarité travailleurs maliens en France, Comité de Lutte Contre Le Chômage du 3<sup>e</sup> et du 6<sup>e</sup>, de Villeurbanne, de la Duchère, de Vénissieux, de Vaulx en Velin et Accueil et Rencontre.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

### «NORMALISATION» À MIROIR DU FOOT-BALL

Le P«C»F normalise ses publications sportives. Un conflit vient d'éclater dans le groupe Miroir Sprint (éditions sportives, propriété du P«C»F) qui publie la série des «Miroirs» (Football, Rugby, Cyclisme). A la suite d'un déficit financier, les éditions sont passées sous contrôle des éditions Vaillant qui sont la grande réussite commerciale du P«C»F, symbolisée par les fameux gadgets de Pif le Chien. La stratégie d'Union du peuple de France doit également se traduire dans les éditions sportives. Or au sein des éditions Miroir Sprint, le Miroir du Football est l'empêchement de tourner en rond. Il développe une conception critique du sport, s'élevant en particulier contre sa dégradation par le chauvinisme et sa commercialisation. A l'occasion de la Coupe

d'Europe de Football, la direction des éditions fait un coup de force et publie plusieurs numéros spéciaux à l'insu de l'équipe rédactionnelle et rédigés par deux journalistes de l'Humanité qui participent à l'hystérie chauvine qui se déchaîne avec les victoires de St-Etienne. Le 3 mai, le rédacteur en chef (F.Thébaud) est destitué.

Le Syndicat National des Journalistes qui a décidé de saisir l'inspection du travail affirme que ce conflit «est né d'une volonté générale de changer l'orientation idéologique du Miroir du Foot» également que «la direction a multiplié les actions d'autoritarisme et d'intimidation, utilisé des journalistes étrangers à la rédaction et privé de ses fonctions le rédacteur en chef tout en continuant à utiliser son nom».

### Communiqué

#### INCARCÉRÉE DEPUIS TROIS MOIS, SANS PREUVES !

Dans la nuit du 8 au 9 mars, deux anarchistes sautent sur une bombe près d'une caserne de CRS à Toulouse. Sylvie Porté, amie de l'un des deux anarchistes est arrêtée quelques jours plus tard, puis incarcérée. Pour légaliser cette procédure arbitraire, Sylvie Porté a été inculpée de complicité de détention et de transport de matières exposibles, sans aucune preuve matérielle. Sa mise en liberté provisoire a été refusée par trois fois. Depuis deux mois, pas de confrontation avec d'hypothétiques témoins, pas de preuves, si ce n'est une paire

de gants trop grands de trois pointures !

Il est nécessaire de soutenir Sylvie Porté :

— Parce que Sylvie Porté est victime d'un système, comme la majorité de la population carcérale qui est en détention préventive, alors que le droit pénal est théoriquement basé sur la présomption d'innocence de toute personne, tant qu'elle n'a pas été reconnue coupable par les tribunaux.

— Parce que l'inculpation de Sylvie Porté n'est due qu'au fait qu'elle était l'amie d'un des anarchistes morts à Ranguel. L'inculpation et l'incarcération de Sylvie ne sont qu'une anticipation d'application de l'un des projets (parmi les «quatre» du ministre de l'intérieur) visant à l'extension de la notion d'association de malfaiteurs, et par là de complicité aux amis et connaissances...

Soyons présents au procès le 15 juin à 14 heures, au Palais de Justice de Toulouse. Ecrivez à Sylvie Porté n° 2572 Prison St Michel 31 400 Toulouse.

• Un monument a été inauguré hier à la mémoire des 146 victimes de St-Laurent du Pont devant plusieurs centaines de personnes.

C'est avec leurs propres économies que les parents des victimes ont érigé ce monument. L'Etat ne leur a même pas fait cadeau de la TVA (3 millions) sur le monument.

# LUTTES OUVRIÈRES

SUCCÈS DU MEETING APPELÉ PAR LA SECTION CGT DES CÂBLES DE LYON (CLICHY)

## RÉUNIR TOUS CEUX QUI SONT FRAPPÉS PAR LA RÉPRESSION

«Si nous participons à l'initiative des Câbles de Lyon, c'est parce qu'elle nous paraît juste et qu'elle allait tout à fait dans le même sens que la nôtre» nous disait une camarade de Bourgogne-Electronique dans son témoignage. «Ce que nous voulons, c'est qu'un rassemblement comme celui de ce soir, ainsi que celui qui se tient en ce moment à Rouen autour des usines d'imprimerie (Caron-Ozanne, IMRO, etc...) puissent déboucher sur une coordination de toutes les boîtes en lutte contre la répression» ajoutait le camarade.

Les boîtes présentes étaient : Bourgogne-Electronique, Bourgeois, Câbles de Lyon, élèves infirmières de Garches, éducateurs de Marseille, employées licenciées d'une Imprimerie Parisienne.

Une travailleuse de Bourgogne - Electronique rappelait les cinq semaines de grève où pour les ouvrières de Bourgogne-Electronique, cette lutte a été une victoire. Ils ont arraché 250 F ! Elle nous

rappelait aussi que Tous-saint, directeur des affaires sociales s'occupe personnellement des licenciements des 23 de B.E.

Ce qui se passe aujourd'hui à B.E., usine de la Thomson, n'est que le prélude de ce qui guette les travailleurs de toutes les entreprises de France. Une riposte efficace et une opposition massive doivent faire reculer le patronat et lui faire abandonner

ses idées de répression et de tyrannie, «Soyons tous unis pour défendre nos droits et notre dignité !»

Et puis, le secrétaire de la section CGT des Câbles de Lyon, déclarait : «On n'est pas tous seuls aux Câbles de Lyon à subir cette répression !». «En même temps, on va passer à une phase de la lutte contre la répression, c'est-à-dire qu'on ne va pas s'en tenir à Durafour. On va lier à

cette explication le fait que les lois qui ont été arrachées par les travailleurs présentent certains avantages mais que les patrons se sont toujours réservés le côté arbitraire qui peut les démolir. Arrêtons la répression ! Arrêtons cet arbitraire !». «Si on ne reprend pas en mains cette dénonciation, ce n'est pas la peine de dire qu'on lutte pour la défense des libertés démocratiques, ce qui comp-

te maintenant, c'est d'obtenir des victoires là-dessus».

De vifs applaudissements ont salué les différentes interventions des usines en lutte. C'est une salle attentive qui assistait au meeting et qui a manifesté une solidarité enthousiaste avec la lutte engagée par les travailleurs «licenciés».

«La répression nous l'é-

craserons !  
«Travailleurs français et immigrés, même patron, même combat ! Ces mots d'ordre ont été scandés par plus de 600 personnes dont de nombreux travailleurs immigrés des Câbles de Lyon. Pour clore ce meeting, avant que s'ouvre une table ronde, pour envisager les initiatives qui suivront ce meeting, tout le monde a chanté l'Internationale debout, poing levé !



### INTERVENTION DU SYNDICAT CFDT DES INSPECTEURS DU TRAVAIL EXTRAITS

Le Syndicat CFDT des Services Extérieurs du Travail et de l'Emploi de la Région Parisienne a décidé d'être présent aux côtés des militants de la Section CGT des Câbles de Lyon de Clichy et des autres militants des entreprises en lutte qui sont l'objet de la répression patronale.

Pourquoi ?

Il s'agit pour nous de dénoncer une situation que nous connaissons bien.

Cette situation, c'est la multiplication des demandes de licenciement de délégués du personnel de la part des patrons qui s'inscrit dans le cadre d'une augmentation générale de la répression. Ces demandes de licenciements ne sont pas accordées par les Inspecteurs du Travail qui refusent, de plus en plus, le rôle de petits notables au service du patronat que l'on voudrait leur faire jouer. (...)

La position du Ministère du

Travail est claire : des consignes sont données au sein de l'administration en cas de recours : il faut instruire les recours patronaux avec le maximum de soin, trouver tous les moyens de casser les décisions de l'Inspection du Travail favorables aux travailleurs. (...)

On constate en effet une volonté de reprise en mains qui se traduit par la mise en cause du droit syndical à l'intérieur des services, par un désaisissement de l'Inspection du Travail au profit des Directeurs Départementaux (par exemple dans le projet de loi sur les Accidents du Travail en cours de discussion au Parlement).

Face à une telle volonté politique du Ministère du Travail et du Ministre Durafour, les employés des Services Extérieurs du Travail et notre syndicat CFDT ont décidé d'affirmer leur option de classe aux côtés des travailleurs en lutte.

## Nouvelles d'Espagne

Madrid : Cinq cents chauffeurs de taxi ont manifesté la semaine dernière. Ils ont arrêté leurs véhicules au milieu de la chaussée, provoquant ainsi de grands embouteillages. Les passants les applaudissaient. Un agent de la police municipale a dégainé son pistolet pour menacer un chauffeur qui refusait de montrer ses papiers. L'agent a dû se retirer sous les huées des passants qui criaient «Fasciste ! Fasciste !»

Les ATS (Auxiliaires Techniciens Sanitaires) ont dû cesser leur grève après les menaces du ministère de l'Intérieur. Mais la lutte se poursuit, coordonnée par une commission élue par les travailleurs. Lundi, il y a eu une nouvelle manifestation des ATS à Madrid. Les jeeps de la police ont foncé sur les manifestants pour les disperser.

CHIMIE : Les négociations sur les conventions collectives n'ont pu aboutir. Durant cette semaine, il y a eu des ralentissements de production, des assemblées de travailleurs et des tentatives de manifestations de rue. Quarante usines de Madrid sont concernées par ce conflit.

PAYS BASQUE :  
- Guernica : l'entreprise Tarabousi qui avait mis à pied tous ses employés les a réadmis et a dû commencer des négociations pour de nouvelles conventions.  
- Biscaye : samedi 15 juin, il y a eu une grève générale des

employés de commerce avec souvent des piquets de grève. Dans plusieurs grands magasins, les membres de l'administration et de la direction ont dû remplacer le personnel.

- Lasarte : grève chez Michelin pour la réintégration des licenciés (120 annoncés).

Après la grève, il n'y en avait plus que cent de prévus. Michelin menace de lock-outer. Les travailleurs préparent une rencontre avec tous les ouvriers de Michelin au niveau européen.

BARCELONE : Au cours d'une manifestation de soutien aux travailleurs en grève

de Motor Iberica, plusieurs personnes ont été blessées et deux délégués syndicaux arrêtés vendredi dernier. Les 5 000 ouvriers de Motor Iberica sont en grève depuis le 28 avril : 1 800 ont été licenciés. Vendredi soir, trois cents femmes de grévistes se sont enfermées dans une église de Barcelone.



### VERS L'ASSEMBLÉE NATIONALE DES COMMISSIONS OUVRIÈRES

Malgré l'interdiction du gouvernement, les commissions ouvrières préparent leur assemblée nationale pour la fin du mois de juin. Il s'agit d'imposer le droit de réunion et d'association refusé jusqu'ici aux travailleurs. Dans la préparation de cette assemblée, deux positions apparaissent : celles des révolutionnaires qui veulent que cette assemblée se tienne coûte que coûte,

qu'elle soit la plus large possible ; la position des conciliateurs et des révisionnistes qui essaient de réduire la représentation ouvrière dans l'Assemblée, ce qui favoriserait leur «coordination» et leur contrôle.

Les révolutionnaires organisent des assemblées par usine, par quartier, afin de réunir le plus grand nombre de travailleurs qui devront élire de véritables

représentants à l'Assemblée Nationale, et se prononcer sur la nature du syndicat dont ils ont besoin. A Madrid, les révolutionnaires tiennent des meetings pour expliquer la nécessité d'un véritable syndicat de classe et non pas d'un syndicat vertical, ou de plusieurs syndicats, comme le voudraient la social-démocratie européenne ainsi que les révisionnistes.

### VERS D'AUTRES INITIATIVES

Suite au meeting et répondant à l'aspiration de nombreux travailleurs, une table-ronde s'est tenue sur le thème de la coordination à l'échelon national des boîtes et des travailleurs en lutte contre la répression. CGT-CFDT.

Au début de la discussion, les perspectives étaient floues, mais on voyait nettement parmi les différentes boîtes représentées (Sanders, Câbles de Lyon, Bourgogne - Electronique, Imprimerie Parisienne, CREA de Marseille, Bourgeois, Somerville-Marée à Rungis...) l'aspiration à l'unité des travailleurs au-delà de la division syndicale, et à mener une lutte d'ensemble et sans merci contre la répression. Le principe a été retenu de garder ensemble le contact pour déboucher déjà à court terme sur des perspectives d'actions concrètes rassemblant les usines

touchées en vue d'établir un rapport de force national contre la répression.

Cette coordination ne doit pas être une «boîte aux lettres» pour faire passer les informations comme le soulignait une licenciée de l'Imprimerie Parisienne, mais prendre des initiatives comme l'a dit le camarade de Somerville-Marée, en recherchant, comme le disait le secrétaire de la Section CGT des Câbles de Lyon «les points faibles des patrons, qu'est-ce qui leur fait le plus mal dans cette période précise».

Contre le plan de classe de la bourgeoisie de réprimer la classe ouvrière, plan sur lequel elle est unie, il nous faut aujourd'hui tisser des liens étroits pour créer un vaste front de lutte contre ce plan, en mettant le maximum de poids dans la balance.

# POLITIQUE

Par Eric BREHAT

Mercredi, l'avocat général de la cour de sûreté de l'Etat prononcera son réquisitoire contre Edmond Simeoni et ses compagnons. On peut affirmer sans emphase que tous les Corses seront à l'écoute de la radio, ce jour-là. Par la façon dont il a été sensible aux aspirations populaires en Corse, par le courage qu'il a montré, au cours de son procès, Edmond Simeoni fait l'unanimité du mouvement autonomiste. Cette unanimité ne doit pas faire illusion : les clivages qui apparaissaient avant Aleria se sont précisés depuis. C'est ce que nous allons voir, dans le dernier article de cette série.

## LA CORSE EN COLERE (fin)

### LE MOUVEMENT AUTONOMISTE, A LA VEILLE DU VERDICT DE LA COUR DE SURETÉ

Pour certains, il s'agit surtout de parvenir à la gestion des affaires de la Corse, dans le cadre du système capitaliste. Vendredi, au procès d'Aléria, Denis de Rocca Serra (à ne pas confondre avec le chef de clan Jean-Paul de Rocca Serra) expliquait que la responsabilité principale de la situation actuelle revient aux élus corses, à l'accaparement de la vie politique par le clan, et concluait par : «*Nous sommes prêts à remettre sur pied la Corse. Il n'y a que nous qui pouvons le faire, et il n'est pas normal que des gens comme nous ne soient pas présents.*» Denis de Rocca Serra n'est pas autonomiste, mais il exprime les idées de toute une partie du mouvement et en partie de certains responsables de l'APC.

La réaction à ce courant revêt plusieurs aspects. Nous avons vu hier les positions de la CSC (étudiants) et de l'ULC (lycéens). D'autres organisations sont apparues, tel le Fronte Corsu, dont la vocation est de regrouper les militants opposés à la ligne «*réformiste*» des dirigeants actuels de l'APC, sur la base de la recon-

naissance du fait national corse. La création du Front de Libération Nationale, marquée par une série d'attentats dans la nuit du 4 au 5 mai, et par les arrestations qui ont suivi (Francis Pantalacci, employé aux PTT d'Ajaccio a été inculpé et transféré à Paris) en est un autre aspect. Avec la création de ce Front, la revendication indépendantiste a pris droit de cité.

Le clivage s'est donc fait principalement sur la question du «*fait national corse*» plutôt que sur une nette démarcation de classe vis à vis de la petite bourgeoisie corse, dont une partie d'ailleurs est sensible à l'affirmation du «*fait national corse*». Il est frappant, lors des discussions avec les militants qui ont choisi cette voie, de constater le peu d'intérêt porté aux luttes qui se mènent sur le continent, excepté chez les viticulteurs corses, qui se sentent proches des viticulteurs du Languedoc. Il y a là bien sûr, le reflet d'une attitude plus générale, fondée sur le «*racisme anti-corse*» que la bourgeoisie, y compris au niveau de ses représentants

au gouvernement, n'a pas hésité à développer, et entretenue par la presse locale (Nice Matin et le Provençal) qui fait systématiquement le silence dessus.

Face à la montée des luttes et à celle du mouvement autonomiste, la bourgeoisie a choisi la répression. Les promesses faites au lendemain d'Aléria ne visaient qu'un effet soporifique, et l'envoi continu de forces de répression, la mise sur pied de

commandos de barbouzes (Justice et Liberté, Justice Morandine) ont confirmé le choix fait à Aléria. Dans le même temps, dans de nombreuses luttes (boues rouges, Job Bastos, postières de Ghisonaccia, viticulteurs...) s'est construite une unité populaire contre les projets de la bourgeoisie. Ces deux facteurs ne peuvent que contribuer à clarifier la situation, à lever les ambiguïtés que continue à porter le mouvement autonomiste.

#### Le «Partitu Corsu Pe U Socialismu»

Cette organisation dont l'influence en Corse, est limitée estime que le clivage entre réformisme et révolution se fait sur la revendication indépendantiste et l'utilisation de la violence. Voici le programme qu'il présente, dans son journal, Liberta.

Le PCS impulse la lutte :  
- pour édifier un Front dirigé par les ouvriers, les paysans et les intellectuels révolutionnaires.

- pour libérer totalement la Corse de toute tutelle étrangère.
- pour établir en Corse un pouvoir populaire et démocratique dirigé par les ouvriers et les paysans auquel participeront tous ceux qui ont mené la lutte de libération.
- pour engager notre pays, après sa libération, sur la voie de l'édification du socialisme, puis sur la voie de l'édification d'une société communautaire qui verra la disparition des classes sociales et de l'Etat. Le but final de notre Parti étant la libération totale du peuple travailleur.

La ferme de Delpeille

La charge des CRS



#### Manifeste du Front de Libération Nationale mai 1976

Le FLN, organisation clandestine, a diffusé la nuit où il s'est manifesté la première fois par une série d'attentats, un tract expliquant son objectif.

Une étape décisive dans la lutte de libération nationale de notre peuple a été franchie. Les Nationalistes ont décidé de s'unir en créant le FLN ; dernière étape de dix ans de lutte. Ils ont adopté le programme suivant :

- Reconnaissance des droits nationaux du Peuple Corse.
- Destruction de tous les instruments du colonialisme français (armée, administration, colons).
- Instauration d'un pouvoir populaire démocratique, expression de tous les patriotes Corses.
- Confiscation des grandes propriétés coloniales, des trusts touristiques.
- Réalisation de la réforme agraire pour assurer les aspirations des paysans, des ouvriers, des intellectuels et débarrasser le pays de toutes les formes d'exploitation.
- Droit à l'auto-détermination après une période transitoire de trois ans, durant laquelle l'administration se fera à égalité entre forces nationalistes et forces d'occupation. Cette période de désaliénation permettra à notre peuple de choisir démocratiquement son destin avec ou sans la France.

Voici plus de deux siècles, l'Etat français a envahi et annexé par la force notre pays. Depuis, il n'a cessé de détruire notre identité nationale avec l'aide des notables locaux, ces instruments traîtres à la Nation.

## NUCLÉAIRE

### PLOGOFF : PREMIÈRE VICTOIRE CONTRE LA CENTRALE NUCLÉAIRE

Les 2 400 habitants de Plogoff -petit village à proximité de la pointe du Raz, dans le Finistère- se sont mobilisés contre l'implantation d'une centrale nucléaire par l'EDF sur le territoire de leur commune : ils ont établi des barrages pour empêcher les techniciens de l'EDF d'effectuer les prospections géologiques nécessaires avant l'implantation d'une centrale ; nuit et jour, ils se relayaient pour tenir ces barrages. Devant cette mobilisation, l'EDF a renoncé à faire les travaux. Vendredi, les habitants ont appris que l'EDF ajournait jusqu'à l'automne ses études géologiques. C'est une première victoire.

Outre le saccage d'un superbe paysage, l'implantation de cette centrale présenterait de nom-

breux dangers pour les habitants de cette région.

Ce qui attire l'EDF dans ce site marin, c'est de pouvoir disposer d'une grande quantité d'eau pour son système de refroidissement. Cette centrale rejeterait 200 tonnes d'eau chaude par seconde ! La température de la mer augmenterait de plusieurs degrés dans les environs de la centrale.

Sous couvert de rendre plus sévère la réglementation concernant l'implantation de centrales nucléaires, le gouvernement vient de se donner un nouveau moyen de propagande à ce propos. Il s'agit d'une réforme de la Déclaration d'Utilité publique qui doit précéder tout début de travaux d'installation d'une centrale. Une étude d'impact sur l'environnement sera obli-

gatoire (une telle étude aurait rendu caduc tout projet de construction de centrale en amont de la Seine, comme à Nogent), mais sera effectuée par l'administration. D'autre part, les préfets devront diffuser largement les conclusions de la commission d'enquête. C'est là que se trouve la supercherie : sous couvert «*d'information*», la population sera ainsi soumise à une

Quant à la création

d'emplois dans la région, elle serait à peu près nulle ; le commerce lui-même n'en bénéficierait que très peu. André Jarrot, alors ministre de la qualité de la vie, avait déclaré fin 1974, qu'il n'était pas question d'implanter un complexe atomique dans un des plus beaux sites d'Europe... Apparemment, son successeur et l'EDF eux aussi ont déjà oublié Jarrot...

intoxication décuplée par rapport à ce que faisait EDF, dans le même sens.

On reparle du projet de construction d'un centre atomique dans la région de St Nazaire. Il s'agirait d'abord d'un grand centre de recherche, destiné aussi à la production, puis, par la suite d'une usine d'enrichissement d'uranium.

**COMMUNIQUÉ :**  
**CATTENOM NE SERA PAS NUCLÉAIRE**  
Devant l'attitude de l'EDF, qui au mépris des avertissements d'un nombre croissant de scientifiques et de l'hostilité de la population locale à ses projets d'implantation d'une centrale nucléaire à Cattenom, à 7 km au nord de Thionville en Moselle et continue des travaux d'étude, une action a été organisée. Deux cent cinquante personnes environ se sont opposées à l'arrivée des camions sur le site de 14h à 18h et ont décidé de poursuivre cette action pour une durée indéterminée de 6 H du matin à 18 H du soir. La population déjà en lutte invite tous les opposants au programme nucléaire et en particulier à l'implantation de la centrale nucléaire de Cattenom à bloquer l'accès des sites, à camper sur le lieu. D'autre part, une manifestation est organisée le dimanche 27 juin.

● **POLOGNE-RFA :**

Quatorze accords ont été signés entre la Pologne et la RFA à l'issue de la visite qualifiée d'historique entre Gierak et Schmidt. « Nous avons franchi un pas de géant vers la normalisation de nos relations ». Qu'on en juge : les banques allemandes financeront la construction par Krupp d'un complexe pétrochimique de un milliard de dollars. Treize autres contrats moins importants ont été signés. De quoi faire pâlir Chirac qui ramène des promesses, dont on attend encore la réalisation, en guise de contrats !

● **THAÏLANDE :**

La Thaïlande recevra tout le stock de munitions que les USA ont gardé en Thaïlande. Le retrait des troupes américaines est prévu pour le 20 juillet. Mais les USA font tout pour maintenir leur influence en soutenant les militaires réactionnaires.

● **URSS - YOUGOSLAVIE :**

L'URSS et la Yougoslavie vont parvenir à un accord sur le texte du document préparatoire à la conférence des partis révisionnistes d'Europe. Les Soviétiques ont dû accepter sept amendements, dont le plus important, les oblige à renoncer à l'affirmation de leur droit d'intervenir dans les affaires des pays de l'Est. Mais les Soviétiques ne sont pas au bout de leurs peines : ils semblent que les révisionnistes italiens, français et espagnols émettent des réserves.

## Uruguay

# REMOUS CHEZ LES BOURREAUX

Un coup d'Etat a eu lieu en Uruguay, où le vice-président de la république, De Michelli, âgé de plus de 80 ans a été porté au pouvoir par la junte militaire à la place de l'ancien président Bordaberry. Ce changement apparaît comme le résultat d'une série de contradictions qui se sont développées de-

puis le mois de décembre entre diverses tendances au sein de l'armée.

Issu lui-même d'un coup d'Etat le 27 juin 1973, où Bordaberry, responsable d'un des deux grands partis bourgeois (« blanco » et « colorado ») s'était allié aux militaires pour étouffer toute liberté démocratique dans le pays, le régime uruguayen fait partie des féroces dictatures fascistes qui règnent sur le sud de l'Amérique latine.

Ce sont entre six et sept mille prisonniers politiques (dont environ 2000 arrêtés depuis le mois d'octobre) qui peuplent actuellement les geôles uruguayennes. Non seulement les anciens membres du mouvement des « Tupamaros », et les militants

des diverses formations politiques démocratiques, mais les gens des milieux les plus divers, sont visés par une répression où le recours à la torture est d'usage courant. Début 1976, 24 officiers, faisant partie d'une liste de 103 militaires, établie par le service secret de l'armée, étaient arrêtés et torturés. Dès 1972, alors que la répression préparait le coup d'Etat, 10 religieux figuraient parmi les prisonniers politiques.



## «Nouvel Etat» de Bordaberry

Ces derniers mois, des contradictions s'étaient développées entre Bordaberry et une fraction de militaires sur la question de « l'institutionnalisation » du régime : certains secteurs, poussés par les Etats-Unis souhaitaient en effet donner à la dictature une façade plus « démocratique », en organisant des élections. Bordaberry, de son côté, préférait s'accrocher au pouvoir.

C'est ce dont rend compte le « mémorandum » adressé aux militaires par ce dernier, et publié par un journal mexicain :

Pour Bordaberry, il ne faut pas organiser d'élections : « Il est évident que les partis politiques ne sont pas préparés à assurer à nouveau la direction des affaires publiques ». « Les forces armées ne peuvent pas être soumises à l'éventualité d'un jugement contraire à celui du

peuple auquel elles appartiennent... ». « Pourquoi devrions-nous croire que toutes ces raisons qui nous font conclure aujourd'hui à l'impossibilité d'appeler le corps électoral à se prononcer, pourraient varier au cours des prochaines années ? »

Proposant que son mandat soit donc prorogé, et que soit mis sur pied un système où les forces armées garderaient l'essentiel du pouvoir, tout en en confiant l'apparence à divers « courants d'opinion » choisis par elles, Bordaberry définissait ensuite sa philosophie politique. Qu'on en juge :

- Substituer un « concept spiritualiste de réalisation personnelle » au bien-être économique, qui « provoque la lutte des classes ».
- Accroître l'initiative privée plus que celle de « l'Etat centralisateur » - divergence

avec certains courants militaires.

- Abolir le droit de grève et fonder le syndicalisme sur « l'harmonie entre le capital et le travail ».
- Fonder l'enseignement sur des conceptions « spiritualistes », par opposition à tout « matérialisme ».
- Mettre en rapport la promotion sociale avec les définitions du développement économique (!)
- Exclure toute solidarité avec le monde communiste et avec le prétendu Tiers-Monde.

Si l'on peut, selon toute vraisemblance, prévoir que ce « nouvel Etat » est proche des projets des militaires qui viennent de chasser Bordaberry, il reste que les Etats Unis saisissent aujourd'hui une occasion de donner une tournure plus « démocratique » à une des dictatures qu'ils ont imposées à l'Amérique latine.

## Liban

### Les combats continuent

suite de la une

Le régime syrien a subi un premier échec dans son intervention, mais il ne semble pas reculer. Il est toujours aussi déterminé à frapper la Révolution Palestinienne et le mouvement patriotique libanais.

Voyant la grande détermination des peuples palestinien et libanais qui résistent à la grande armée syrienne, les sionistes prennent peur et menacent. Des troupes israéliennes se sont postées massivement au sud du Liban. L'Etat d'Israël

veut faire pression sur la Syrie pour qu'elle accomplisse le complot qu'elle a commencé, sinon elle menace d'intervenir. Il cherche aussi à faire peur aux villageois du sud, pour les empêcher de résister face à l'armée syrienne. Il semble leur dire « si vous résistez aux Syriens, ce sera plus grave pour vous, on intervient... ». Mais la grande unité de combat qui s'est créée entre les villageois du sud et les Palestiniens empêche que de telles menaces portent.

En Syrie, selon certaines sources, des centaines d'arrestations ont eu lieu depuis le début de l'entrée des troupes syriennes. Des soldats seraient même emprisonnés pour refus d'obéissance. Au début, les hauts officiers de l'armée avaient dit aux soldats qu'ils allaient combattre les Phalanges. Mais actuellement, les soldats connaissent la vérité. Certains refusent d'obéir.

● **ITALIE :**

Mariano Rumoz, ministre des Affaires Etrangères, impliqué dans l'affaire des pots de vins Lockheed, et dont la démission est demandée par le PC a indiqué qu'il resterait à son poste « pour la défense de la dignité et au prestige de sa charge ».

## Chine

### COMMENT TENG SIAO PING VOULAIT RÉTABLIR LE CAPITALISME DANS LES USINES

Au fur et à mesure que se développe en Chine la critique de masse de la ligne déviationniste de droite impulsée par Teng Siao Ping, les contours précis et les formes concrètes en apparaissent plus nettement. En particulier, on débat aujourd'hui beaucoup, dans les usines chinoises, sur la réglementation industrielle intitulée : « questions concernant l'accélération du développement de l'industrie ».

Reprenant les thèses générales de la ligne de droite, qui affirmaient « l'extinction de la lutte des classes » en régime socialiste, et qui fixaient comme tâche principale « le développement des forces productives » (et non le maintien et le développement du pouvoir de la classe ouvrière), cette directive en précisait l'application dans le domaine industriel.

Il s'agissait d'affirmer « la gestion des usines par les spécialistes » (contre toutes les mesures de renforcement du pouvoir de la classe ouvrière dans les entreprises) ; « la technique au poste de commandement » (contre la direction de la politique prolétarienne) ; « l'omnipotence des règlements » (contre la

réforme de ces règlements dans le sens de l'élimination des influences du vieux mode de gestion bourgeois) ; « les stimulants matériels » (contre la mobilisation politique du prolétariat pour édifier la société nouvelle) ; la « servilité devant ce qui est étranger » (contre la ligne de compter sur ses propres forces pour le développement économique).

Dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie : on le voit, cette question générale est loin d'être abstraite ; elle concerne la vie même, le travail quotidien de la classe ouvrière, et l'orientation qui sera la sienne. Aussi, la mobilisation politique des masses pour la résoudre est-elle la clé de tout le développement so-

cialiste. Des ouvriers, des paysans, des soldats, dès que Teng a répandu ce genre de directives, se sont dressés contre elles, sur la base de leur expérience de lutte et de leur connaissance du marxisme-léninisme, sans se laisser impressionner par des arguments du genre : « ces formules doivent venir d'un homme important ». Cet esprit, d'oser se révolter contre tout ce qui est réactionnaire, est le plus sûr garant de l'avenir socialiste en Chine. (d'après l'Agence Chine Nouvelle)

● **URSS-INDE :**

A l'occasion du voyage d'Indira Gandhi en URSS, un nouvel accord a été signé entre l'URSS et l'Inde. Indira Gandhi a déclaré : « La situation économique et l'indépendance de chaque pays doivent être renforcées. Les dirigeants soviétiques ont montré très inquiets de la reprise des relations entre l'Inde et la Chine. Ils ont néanmoins déclaré qu'ils « comprennent le point de vue indien ».

● **OUGANDA**

Un attentat manqué contre le maréchal Amin Dada a fait un tué et trente-six blessés. Les auteurs de l'attentat auraient été arrêtés et soumis à un « interrogatoire sévère ».

## MANIFESTONS

Mardi 15 juin à 18 h 30 au M. Oberkampf

A l'appel du Collectif Palestine, de l'AMFP, du PCRml, de la GOP, de l'OCR, de la LCR, du PSU, de l'OCA.

- CONTRE L'INTERVENTION SYRIENNE AU LIBAN
- CONTRE TOUTE INTERVENTION ÉTRANGÈRE AU LIBAN
- CONTRE LES TENTATIVES IMPÉRIALISTES D'IMPOSER DES « SOLUTIONS » AU PEUPLE PALESTINIEN
- POUR SOUTENIR LES FORCES PATRIOTIQUES LIBANAISES
- POUR UNE PALESTINE INDÉPENDANTE, LAÏQUE ET DÉMOCRATIQUE

# DOCUMENT

## ARGENTINE

Document intercepté entre un patron et le ministère.

# LA MILITARISATION DES USINES

Les textes dont nous publions des extraits ci-dessous sont des rapports et des lettres d'un patron argentin de l'imprimerie sur l'activité, avant et après le coup d'État du 24 mars, de la Fédération Graphique de Buenos-Aires, syndicat de lutte de classe. Dans ces documents, la direction de la Compañia Impresora Argentina fait appel au gouvernement de la Junta Militaire, à la police et à l'armée pour faire respecter «la liberté du travail». Ces documents interceptés dans les conditions que l'on imagine éclairant de manière particulièrement révélatrice les raisons du coup d'État militaire et du soutien inconditionnel que lui accorde le patronat argentin. Par la militarisation de l'économie, la suppression du droit de grève et de tout droit

syndical, la bourgeoisie argentine, dépendante de l'impérialisme US, veut mettre un terme à ce qu'elle a appelé la «guerilla industrielle», c'est-à-dire la lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation forcée que les multinationales veulent imposer.

Ces documents montrent que ce sont principalement les activistes ouvriers qui sont visés par la répression de la Junta. Mais ils montrent aussi clairement la persistance d'une résistance organisée, ils disent que la Junta n'a pas réussi à démanteler les syndicats de lutte de classe, ils disent que les grèves se poursuivent, se multiplient et que la classe ouvrière argentine est déterminée à s'opposer à la dictature militaire de Videlo et Cie.



### 50 réfugiés politiques enlevés par des commandos armés, le massacre systématique

Cinquante prisonniers politiques ont été enlevés à Buenos-Aires. Mercredi dernier, des hommes armés ont volé des listes complètes de noms et d'adresses de réfugiés vivant en Argentine, à une organisation catholique qui travaillait avec la Commission de l'ONU des réfugiés. Vendredi, entre 2 H et 4 H de l'après-midi, cinquante réfugiés politiques étaient enlevés à leur hôtel.

La Junta fasciste d'Argentine ose prétendre dans un communiqué publié vendredi soir que «les réfugiés politiques n'ont rien à craindre». En fait, depuis son arrivée au pouvoir, la Junta argentine a laissé assassiner Juan Torres, ancien président de Bolivie, deux juristes anti-fascistes uruguayens et de nombreux autres réfugiés politiques.

## LE PATRON RACONTE LA GRÈVE...

GRÈVE SURPRISE DU 14 ET DU 15 AVRIL 1976

### ANTÉCÉDENTS IMMÉDIATS

Motivées par une série d'actes d'indiscipline commis après les vacances du mois de mars, les sanctions prévues par la loi ont commencé à être appliquées contre les responsables de ces attitudes : Jose Ignacio Carballo, Ramon Lujan, M. Intruvini, Carlos Horacio Ibanez, meneurs connus de l'indiscipline et de l'improductivité.

Loin de s'y conformer, elles furent retournées sans signature, avec des termes aggravants proférés contre l'entreprise et le personnel de la maîtrise, ce qui détermina le renvoi de ces trois ouvriers.

La tension existant du fait des attitudes provocatrices de ces trois individus, du fait des menaces contre le reste du personnel et de l'appui de

quelques activistes encore en activité débouchèrent sur une grève surprise d'une heure et demi, le 14 avril. Mercredi 14 à 16 H, devant l'attitude agressive des ouvriers de l'équipe du soir, J.Omar Roldan, A. Angel Carrer et E.Oscar Ferreira, le reste du personnel décida d'arrêter le travail malgré les recommandations des délégués. A cette occasion, quelques travailleurs demandèrent à faire un vote secret, ce qui, suivant une attitude marxiste typique fut rejeté au profit d'une assemblée.

Informée, la direction de l'entreprise se mit en communication téléphonique avec la Direction Nationale du Travail qui dit que depuis le 24 mars, toute démarche de ce genre devait être adressée aux forces de sécurité.

Suite au contact pris avec cette autorité, il en ressortit que les mesures nécessaires se-

raient adoptées... En accord avec les normes de disciplines et dans le cadre de la ligne définie imposée par le gouvernement national, le licenciement des trois activistes sus-mentionnés fut décidé. Il convient de faire remarquer que devant la dernière injonction à reprendre le travail, à 17 h 25, la possibilité d'une intervention militaire immédiate pour faire cesser l'occupation de l'atelier, le travail reprit.

Vers 19 H, suite à une demande écrite, le colonel, directeur délégué, reçut J.H. Aragundi et D. Francomano qui déclarèrent appartenir à l'ex-Fédération Graphique de Buenos-Aires, vinrent réclamer la réintégration immédiate des ouvriers licenciés, ayant des charges dans la dite organisation clandestine, et insinuant qu'en agissant ainsi, la situation se normaliserait...

Bove et R.Cubillana, empêchèrent l'entrée du personnel par des menaces, ce qui détermina la direction de l'entreprise à licencier ces ouvriers pour en finir avec l'occupation et reprendre le travail, ce qui ne se fit pas à cause du refus des rebelles cités précédemment... Devant le climat de tension, et pour éviter des sabotages ou des agressions physiques, on demanda l'appui des effectifs de police de 6<sup>e</sup> section qui envoya immédiatement un car et des policiers en uniforme, ce qui aboutit à l'abandon de l'occupation de l'atelier.

Les événements, ainsi que la persistance évidente de piquets de grève amenèrent l'entreprise à lock-outer jusqu'au lundi 19 pour que le Ministre du Travail et la Junta Militaire puissent prendre des mesures de protections...

### GRÈVE AVEC OCCUPATION DU 15 AVRIL 1976

Dès l'entrée du personnel à 5 H du matin, les travailleurs suivants : R.Tomas, A.Alve-rino, C.Cafiero, H.Stancati, L.A.Guerra, J.A. Tabarez, C.A.Suriano, P.Ojeda, M.

### CONCLUSIONS

«...Tant que ne seront pas adoptées des mesures de prévention, aussi bien par la détention des dirigeants que par le maintien de la liberté du travail, étant donné la peur des travailleurs, les perturbations continueront.»

## AVANT LE COUP D'ÉTAT...

### RELATANT LES ANTÉCÉDENTS, LE RAPPORT RAPPELLE :

«A partir de 1974, ont commencé à se produire les premiers problèmes, coïncidant avec les différences politiques existantes entre les membres de l'ex-Fédération Graphique de Buenos Aires, de tendance marxiste et le Syndicat Graphique Argentin, de tendance péroniste, imposé par la force et sans aucune représentativité par le gouvernement de la présidente déposée, Isabel Martinez, veuve de Peron.

Les ordres reçus alors par les délégués dans la clandestinité de l'ex-Fédération Graphique de Buenos Aires, imposèrent, comme il est de notoriété publique, une importante baisse de productivité dans les entreprises graphiques, et une série d'actions à travers des grèves partielles, dans la recherche

d'augmentations et d'avantages plus importants que ceux prévus par les conventions collectives...»

«Dans une note au Directeur National des Relations du Travail, en date du 25 novembre, il était dit :

«Cette entreprise graphique, située dans la rue Alsina n° 2 049 de la Capitale Fédérale, subit ces dernières semaines les conséquences des mesures de forces arbitraires prises par le personnel des ateliers.

C'est pour cela que nous avons sollicité l'intervention immédiate du Ministère pour qu'il adopte les mesures légales correspondantes c'est-à-dire qu'il déclare illégale cette mesure de force et intime l'ordre de cessation de cette action sous la contrainte de la loi.

Cependant, malgré la requête patronale, tant le ministère du Travail que le Syndicat Graphique Argentin ont décidé de se débarrasser du problème...»

## ... ET APRÈS !

Compañia impresora Argentina Buenos Aires, le 19 avril Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous en ma qualité de président de la Compañia Impresora Argentina, au sujet du conflit qui s'est déroulé dans l'entreprise, par suite de l'attitude d'un groupe d'activistes, incitant à des actions de grève, concrétisées par des arrêts de travail surprise le mercredi 15 et le jeudi 16 avril, qui motivèrent la décision de suspendre l'activité de l'entreprise... pour sauvegarder l'intégrité physique du personnel supérieur et éviter des actions de sabotage contre les installations, ce qui a donné lieu aux télégrammes adressés à la Junta Militaire et à vous-même, demandant une intervention urgente pour ne pas tomber dans des maux plus grands.

Cette entreprise, profondément imprégnée des

grands objectifs du Gouvernement National et respectueuse, par conviction propre, des relations sociales, n'a pas encore pu élever l'indice de productivité dans un climat de sécurité, sociale, compte tenu de la persistance de l'action agressive et injurieuse d'une partie infime d'activistes

Nous tenons à signaler l'attitude compréhensive de la Police et de l'armée dans les dangers actuels, qui, par leur seule présence et leur prudence calculée, ont contribué à garder le contrôle de la situation, sans qu'existe cependant une perspective de solution effective si l'on n'adopte pas des mesures décisives à ce sujet.

Dieu vous garde  
Julio Alvarez  
Président

a.S.E. monsieur le Ministre du Travail  
Général de Brigade D. Horacio Liendo

### Communiqué du CSLPA

(COMITÉ DE SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE ARGENTIN)

Le CSLPA salue l'initiative des anti-impérialistes qui dans la journée du 10 juin, par leur action contre l'ambassade et différentes organisations argentines ont montré leur opposition à la dictature militaire argentine.

Devant la combativité de la classe ouvrière argentine et la montée de la lutte de classe, face à la gravité de la crise économique sans précédent, la bourgeoisie argentine, comme au Chili, en Bolivie, au Brésil, en Uruguay a fait appel à l'armée pour écraser la classe ouvrière. Le Comité exige la libération des vingt mille prisonniers de la dictature. Il condamne la collaboration des forces répressives des dictatures du Cône Sud et exige la vie sauve et l'intégrité physique des milliers de latino-américains qui avaient trouvé refuge en Argentine et qui sont maintenant les otages de la dictature. Il condamne particulièrement l'arrestation, le 10 avril, d'Edgardo Enriquez, dirigeant du MIR chilien, livré depuis au bourreau Pinochet. Il exige du gouvernement français l'ouverture immédiate de l'ambassade de France à Buenos-Aires à tous les réfugiés et leur accueil en France dans de bonnes conditions.

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE ARGENTIN !



LIBERATION IMMÉDIATE DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES EN ARGENTINE

Demandez cette carte postale au CSLPA  
14, rue de Nanteuil - Paris 15<sup>e</sup>



# LA VIE DU JOURNAL

**Le quotidien  
du peuple**

## Bientôt, dans les colonnes du Quotidien, notre enquête-reportage sur «l'insécurité des Français»

Depuis l'an dernier, le ministre de la police et le gouvernement orchestrent une campagne sur la «sécurité des Français». Au nom de la «sécurité», on renforce la police, on prend de nouvelles lois. Au nom de la «sécurité», des provocations policières sont montées.

Le gouvernement se sert là d'une arme nouvelle : en faisant croire que l'insécurité est due à la criminalité, il essaye de souder toutes les classes dans une même peur, et dans un commun accord pour développer la répression.

Mais, les faits sont là. Cette répression est dirigée en fait, nous allons le montrer dans notre enquête, contre les ouvriers, contre les masses populaires. Et même si, aujourd'hui, certaines lois ne sont pas encore utilisées ouvertement contre les travailleurs, elles constituent néanmoins un arsenal contre-révolutionnaire pour la période à venir. La lutte contre les bandits n'est qu'un paravent.

Cette technique. Poniatowski n'est pas le premier à s'en servir. Regardons ce qui se passe en Italie. Regardons aussi les USA et la RFA. Raison de plus pour bien démontrer quelle politique se met en place.

Que tous les lecteurs nous envoient à ce sujet leurs avis, des témoignages d'exactions et d'actions policières, faits quotidiens de répression, des informations sur la police dans leur quartier, dans leur région, qui contribueront à l'enquête que nous publierons prochainement.

## Parmi vos lettres

# LE VENT SOUFFLE DU BON CÔTÉ

Je tiens à vous dire que le «Quotidien du Peuple», à mon avis, a fait de très nets progrès depuis quelques temps.

Le quotidien sait maintenant ouvrir l'appétit du lecteur. Si à sa sortie, le Quotidien m'avait enthousiasmé, peu à peu mon intérêt s'était relâché. Il y a encore deux mois, souvent, je ne lisais que les deux avant-dernières pages (courrier des lecteurs - article santé - cinéma - histoire - etc...)

Souvent aussi en le lisant, j'ai pensé au texte de Lénine dans «Que Faire». «Quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la classe ouvrière uniquement ou même principalement sur elle-même, n'est pas un social démocrate» (appellation des révolutionnaires à cette époque)... Peut-être ce jugement était-il subjectif de ma part, je crois qu'il y avait cependant une part de vrai. Aujourd'hui, il me

semble que les choses ont beaucoup changé. Le journal est plus politique parce qu'il s'intéresse à plus de domaines. Il est plus varié. Auparavant les articles politiques étaient très nombreux mais trop souvent simplement en rapport avec la politique politicienne de la bourgeoisie. (Ce n'est pas inutile mais c'est très largement insuffisant). Les articles sont souvent plus éducatifs.

Je crois que ce qui contribue le plus aux progrès précédemment cités, c'est le développement et la façon dont sont menées les grandes enquêtes. (Discussion en vue du Congrès - Enquête Corse - Logement et enfin Allemagne. Cette dernière est très bien faite. C'est comme cela que je conçois entre autres, ce que Lénine appelait des révélations politiques).

Ces articles ouvrent l'appétit politique et poussent le lecteur à lire l'ensemble du journal. Ces

temps-ci, je le lis quasiment entièrement.

Il me semble donc que le vent souffle très fortement du bon côté. Cependant, je me permettrai certaines critiques.

Tout d'abord, ces changements aussi importants ne se sont pas faits «tout seul» ou alors je me trompe. S'ils ont fait l'objet de discussions au sein du Comité de Rédaction et du Parti, il aurait été bon que le lecteur soit informé de ces discussions d'une manière simple et accessible. Ça aurait été un moyen parmi d'autres de ressusciter le courrier des lecteurs. Il faudrait absolument que la page courrier renaisse. C'était la meilleure page du journal. Le Comité de Rédaction devrait plus encourager les débats et les critiques par l'intermédiaire direct du journal. Moi-même, j'aurais un certain nombre de critiques et suggestions à faire au journal, mais dans l'immédiat,

c'est difficile. Pourquoi ? Parce que lorsqu'on est sympathisant et que le débat n'est pas assez ouvert, on a l'impression (du moins, c'est celle que j'ai) d'être le type «Moi je pense, moi je...».

Domaines sur lesquels j'aimerais qu'il y ait une discussion (plus d'articles scientifiques ; côté plus «pédagogique» des articles anti-impérialistes ; exemple depuis la sortie quotidienne du journal, peu d'explications systématiques et concrètes sur les mécanismes du sous-développement ; style des articles (à ce sujet, je ne suis pas ouvrier, mais tous ceux avec qui j'en ai discuté trouvaient le style bon) je pense cependant qu'on peut progresser ; il y a beaucoup d'autres choses encore à discuter. C'est au Quotidien de lancer les débats. J'en ai fini pour l'instant sur le journal. Continuez, c'est bon.

J.P. - P. Vénissieux

## Communiqués...

### Lyon : «Le Cinématographe» 44, cours Suchet

#### LYON EN FIEVRE

Avec Zizi Pradel et Charles Delfante (1975-80mn)

Mardi 15 juin	21 h 50
mercredi 16 juin	21 h 50
jeudi 17 juin	18 h 00
vendredi 18 juin	18 h 00
samedi 19 juin	19 h 45
dimanche 20 juin	18 h 00
lundi 21 juin	18 h 00

#### BOF

Film français de Cl. Faraldo avec J. Negulesco, Marie Dubois (1970-110mn)

mardi 15 juin	19 h 45
mercredi 16 juin	19 h 45
jeudi 17 juin	21 h 40
vendredi 18 juin	21 h 40
samedi 19 juin	18 h 00 - 23 h 40
dimanche 20 juin	19 h 45
lundi 21 juin	19 h 45

#### LE SECRET DE LA VIE

Film anglais de Alexandre Withelow avec Hiram Keller, Tina Aumont et Klaus Kinski (1975-90mn) V.O. Musique Terry Riley - 1<sup>ère</sup> exclusivité

mardi 15 juin	18 h 00
mercredi 16 juin	18 h 00
jeudi 17 juin	19 h 45
vendredi 18 juin	19 h 45
samedi 19 juin	21 h 40
dimanche 20 juin	21 h 40
lundi 21 juin	21 h 40

#### FEMMES

Sont parus les numéros de juin de :

- La moitié du ciel : (M. Guerrien - BP 102 - 92123 La Courneuve Cédex)  
Au sommaire :  
- Femmes et travail  
- Horaires mobiles  
- travail égal, salaire égal  
- projet de loi Veil et la famille  
- les femmes maîtresses de leur destin ?  
- Film : une femme, une famille (Chine)...

- L'information des femmes (31 rue du Transvaal - 92250 La Garenne - Colombes - Tél. 780.17.13)

- Au sommaire :  
- Calendrier de juin  
- La vie des groupes femmes  
- Lutttes des femmes aujourd'hui  
- «101 propositions pour mes femmes»  
- Lettres ouvertes à la CGT après le 1<sup>er</sup> mai...

### Ciné-club - Cinéma politique

Le Ciné-Club - Cinéma Politique - présente : «Le cinéma par ceux qui luttent» - Trois films :

- Ciné-journal de Léon Maille, paysan du Larzac
- PTT en grève - Film S8 par des postiers
- Nous aurons satisfaction : montage audiovisuel réalisé par des syndicalistes révolutionnaires des PTT.

MARDI 15 JUIN - 20 h 45

à la Tanière - 45 rue de la Glacière (13<sup>e</sup>) - M<sup>o</sup> Glacière

#### Gilles Servat à la «Cour des Miracles»

Gilles SERVAT chante tous les soirs jusqu'au 30 juin à 20 h 30, à la «Cour des Miracles» - 23 avenue du Maine - PARIS.

**DIMANCHE 20 JUIN - de 14 h. à 22 h.**  
**RASSEMBLEMENT COMMUNISTE**  
à l'appel de la Fédération de Lorraine du PCRml  
à Farnack (près de Thionville)  
Centre social

- Témoignages : les travailleurs accusent le capitalisme
- Intervention centrale du PCRml
- Forums de discussions
- Stands :  
- avec des travailleurs en lutte  
- avec les cellules d'entreprises du PCRml
- Chanteurs - musique
- Animation pour les enfants

Pour se procurer la vignette-autocollant d'entrée (8 F). Pour participer activement à la préparation :  
Bureau de Presse - Quotidien du Peuple  
29 rue Saint Julien - NANCY

«DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION»

# REBELLES

**3,50F** MENSUEL de l'UNION COMMUNISTE de la JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE **N°3**

**EDITORIAL**  
construire une puissante force révolutionnaire

**AU SOMMAIRE**



Pour toute correspondance : REBELLES : 57, rue Ordener 75 018 PARIS  
Abonnements : 6 mois (6 numéros) 16 francs, 1 an (12 numéros) 30 F, Abonnement de soutien 50 F et plus.

**TÉLÉPHONEZ  
AU QUOTIDIEN  
208.65.61**

Le Quotidien du Peuple  
Publication du PCR (ml)  
Adresse Postale : BP 225 75 924  
Paris Cedex 19  
CCP n° 23 132 48 F Paris  
Directeur de Publication :  
Y. CHEVET  
Imprimé par IPCC Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## ABONNEMENTS :

NOM .....  
ADRESSE .....  
PROFESSION .....

**1 an : 300 F**  
**6 mois 150 F**  
**3 mois : 80 F**  
**1 mois : 30 F**

Envoyer au Quotidien du Peuple  
BP 225 - 75924-Paris Cedex 19

# BLOC-NOTES

## SANTÉ

### CONNAITRE LES ANTIBIOTIQUES -3-

Les associations d'antibiotiques, les présentations sont multipliées par les laboratoires : leur nombre dépasse cent trente alors que vingt antibiotiques seulement présentent des propriétés originales.

Pour arriver à vendre, les laboratoires proposent leur marchandise pour guérir, la maladie déclarée, mais aussi pour prévenir son apparition.

#### LES ANTIBIOTIQUES NE PRÉVIENNENT PAS LES INFECTIONS

De nombreux médecins par facilité, par souci de (fausse) tranquillité commencent sous des prétextes divers, les ordonnances par des antibiotiques «c'est un enfant fragile», c'est un adulte «dont le terrain est propice aux infections», «si ça ne guérit pas la maladie, de toute façon, ça ne peut faire de mal»...

#### LA ROUGEOLE

Ainsi les antibiotiques sont donnés en cas de maladies virales comme la grippe, la rougeole, ceci pour éviter les sur-infections. Et les médecins de se satisfaire : «Autrefois, on voyait des complications mortelles comme les pneumonies, ou graves comme les otites, c'est terminé maintenant la rougeole se passe bien avec les antibiotiques».

Les antibiotiques sont-ils la cause de cette amélioration ou bien plutôt l'amélioration des conditions d'hygiène et d'alimentation des enfants ?

Lorsqu'on sait qu'en 1910 (bien avant tout antibiotique) la différence de mortalité était très nette en Europe selon les classes sociales. Lorsqu'on sait de plus qu'en 1976 dans les pays africains la mortalité due à la rougeole est 500 à 1 000 fois supérieure à celle observée à Paris, ceci malgré les antibiotiques utilisés largement.

De toute façon dans un tel cas, les antibiotiques sont

inutiles puisqu'ils n'empêchent pas le déroulement normal de l'éruption due au virus, et dangereux puisqu'ils peuvent masquer le début d'une infection et créer une résistance microbienne.

#### LES ANTIBIOTIQUES DANGEREUX

Même si leurs dangers ne sont pas toujours connus des médecins (informés par les laboratoires), certains antibiotiques ont des effets dits «secondaires» sur l'audition, la vue, le foie... qui doivent nous engager à éviter leur usage sauf cas exceptionnel où un germe particulièrement virulent ne pourrait être détruit que par l'un d'eux. Dans ce cas, on surveillerait de très près le malade en lui donnant une dose limitée dans le temps.

Certains antibiotiques tels la Streptomycine utilisée avec succès contre la tuberculose retentissent sur l'audition et rendent sourd si on les utilise trop fréquemment (en cas de grippe par exemple).

D'autres sont tristement connus tels le Chloramphénicol qui entraîne une chute des globules rouges et blancs, donc anémie et baisse des défenses du malade qui a subi un tel traitement. L'affaire récente de la mort du petit Nicolas a remis en évidence le problème de la toxicité des médicaments et de leur prescription aveugle par les médecins inconscients ou ignorants. Certains sulfamides comme le Bactrim largement prescrits peuvent être aussi dangereux pour la formule sanguine dans des cas plus rares. Ils doivent donc être évités par précautions.

Enfin chez le nouveau-né, le jeune enfant, des précautions particulières sont à prendre : éviter les Tétracyclines qui altèrent les germes dentaires et pigmentent les dents en jaune de manière définitive, éviter les Sulfamides, qui entraînent des jaunisses (ictères).

Demain : les réactions allergiques.

#### LUNDI 14 JUIN

##### TF 1

18 h 05 - Pour les jeunes  
18 h 30 - A la bonne heure  
19 h 05 - Château Espérance - feuilleton  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Une minute pour les femmes  
19 h 45 - Alors, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Regards sur l'histoire : Napoléon II, l'Alsace  
23 h 05 - Journal

##### A 2

18 h 15 - Le palmarès des enfants  
18 h 30 - TV service  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Y'a un truc  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - La tête et les jambes  
21 h 50 - Julien Green  
22 h 55 - Journal

##### FR 3

19 h 05 - Programmes régionaux  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Peau de banane film français de M. Ophüls (63)  
22 h 05 - Journal

#### MARDI 15 JUIN 1976

##### TF 1

18 h 50 - Pour les jeunes  
18 h 30 - A la bonne heure  
19 h 50 - Château Espérance - feuilleton  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Une minute pour les femmes  
19 h 45 - Alors, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Mille ans de civilisation maya La grande époque classique  
22 h 20 - De vive voix  
23 h 20 - Journal

##### A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Y'a un truc  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Les dossiers de l'écran : Le pélerinage de la meque  
23 h 30 - Journal

##### FR 3

18 h 45 - Pour les jeunes  
19 h 50 - Programmes régionaux  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Westerns, aventures - Catlow  
22 h 10 - Journal

## SUR LE TIBET AUJOURD'HUI INTERVIEW D'HAN SUYIN

### A propos de son dernier livre «LHASSA ÉTOILE-FLEUR»

Le livre d'Han Suyin «Lhassa étoile-fleur» vient de paraître chez Stock. Etant donné l'importance de ce livre pour les amis de la Chine socialiste (c'est le premier qui soit publié avec une large diffusion sur ce sujet), nous en publions en exclusivité quelques extraits à partir de demain.

Aujourd'hui, nous demandons à Han Suyin de présenter son livre.

Quotidien du Peuple : Pourquoi avez-vous écrit un livre sur le Tibet ?

— Parce que c'est un des points d'attaque les plus importants de la propagande anti-chinoise. Les attaques les plus violentes viennent de préférence de gens qui n'y connaissent rien et n'ont jamais mis les pieds au Tibet. Pendant deux siècles, lors de la colonisation de l'Inde, les Anglais, ont tout fait pour s'implanter au Tibet et le détacher de la Chine. En 1945, ils ont dû reconnaître que le Tibet faisait partie de la Chine : c'est alors que la CIA s'y est intéressée, puis l'Inde, puis l'URSS...

Je rappelle dans mon livre que la Chine, comme beaucoup de pays, est composée d'un grand nombre d'ethnies et de nationalités. Depuis des siècles, le Dalaï Lama était le vassal de l'Empereur de Chine, les échanges économiques étaient très importants, il y avait beaucoup de Tibétains en Chine.

Aujourd'hui, on tente de réhabiliter le Lamaisme en le présentant comme une grande religion mystique persécutée. En fait, beaucoup de bouddhistes décrivent cette religion comme une monstrueuse déviation du bouddhisme qui servait à couvrir un régime de tyrannie hideux comme ceux que l'Europe pouvaient connaître au Moyen-Âge ! En Occident, on parle beaucoup de la prétendue oppression des Tibétains, par la Chine, on se le permet parce que c'est loin. Mais la même presse évite de parler des nationalités réellement opprimées, comme les Basques et les Irlandais.

Ce que j'essaie de montrer dans mon livre, c'est que la Chine constitue un modèle de coopération entre différents groupes ethniques qui gardent leur culture, leur langue et connaissent un réel développement économique en développant toutes leurs ressources. Il y a des régions autonomes sur 40 % du territoire chinois.



Depuis la Libération, seize mille kilomètres de routes ont été construits.

L'acceptation des diversités renforce l'unité du peuple, alors que la sécession de minorités ne se ferait qu'au profit des super-puissances qui veulent dominer la région.

QdP : Votre voyage au Tibet est une exception.

Pourra-t-on avoir d'autres témoignages ?

— Il n'est pas vrai de dire que le Tibet soit fermé ; depuis mon voyage, il y a eu celui de l'ambassadeur du Mexique, de Félix Green, du roi du Népal. Dans deux ans, quand ils seront équipés en hôtels,

on pourra y aller très facilement : il y a des avions tous les jours, on a construit depuis la Libération 16 000 kms de routes carrossables.

QdP : Le gouvernement indien a longtemps remis en cause sa frontière avec

Situé au Sud-Ouest de la Chine, le Tibet avec une population de plus de 1 600 000 habitants occupe à peu près un huitième du territoire de la Chine. Entouré par plusieurs chaînes montagneuses, dont l'Himalaya, ce plateau a une altitude moyenne de plus de 4 000 mètres : on l'appelle le «toit du monde». Son économie repose principalement sur l'agriculture et l'élevage. Depuis la Libération, des industries légères se développent.

la Chine et tenté d'en détacher le Tibet. Que pensez-vous de la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays ?

— J'en suis très heureuse. Vous savez, mon mari est indien, je connais bien le problème. Le point de vue de l'Inde était insoutenable. Aujourd'hui, avec toutes les difficultés qu'ils rencontrent à l'intérieur : le gouvernement indien se rend compte que sa satellisation par rapport à l'URSS ne peut se poursuivre. Il tente de prendre ses distances. Nous espérons qu'un jour enfin nos deux peuples pourront négocier et régler pacifiquement leurs contradictions.

Demain : l'héritage du passé.

# OU VA L'ALLEMAGNE



par Marc ANDRÉ  
et Gérard LINKEN

Créé, après la deuxième guerre mondiale à l'image des syndicats jaunes tels que l'AFL-CIO américain, le DGB (Confédération des Syndicats Allemands) est l'œuvre des alliés occidentaux. Bien avant la fin de la guerre déjà, lors d'une conférence des ambassadeurs à Londres, ils envisagent la réédification du mouvement syndical allemand qu'ils considèrent comme la base de la «rééducation démocratique» des allemands.

Après la défaite définitive du fascisme hitlérien, les gouvernements militaires prennent en main la création de groupements syndicaux dans leurs zones d'occupation.

Du 12 au 14 octobre 1949, l'assemblée constitutive du DGB se tient à Munich. Cette nouvelle Confédération groupe les 16 fédérations déjà existantes dans les zones occidentales. Elle compte près de cinq millions de membres à la fin de 1949, regroupant la presque totalité des ouvriers organisés de l'industrie et la majorité des salariés syndiqués en RFA. Face au puissant DGB, organisé par branches industrielles, il existe encore d'autres formations syndicales indépendantes de moindre importance. Le DGB concentra son action au début moins sur les questions de salaires que sur le principe de la cogestion dans les entreprises, sur cette fameuse «association capital-travail» qui fait envie à tant de nos bourgeois français aujourd'hui. Une envie d'autant plus compréhensible quand on sait que le principe de la cogestion a été introduit pour la première fois dans les entreprises des zones d'occupation contrôlées par les alliés occidentaux. On ne peut comprendre cette intégration relativement facile des syndicats dans l'État bourgeois restauré que par le fait qu'un mouvement radical dans la classe ouvrière ne s'est pas produit après la fin de la deuxième Guerre Mondiale (contrairement aux

années 1918-19). Le potentiel ouvrier que les syndicalistes ont trouvé dans la phase de reconstruction avait été désorienté et démoralisé dans leur majorité par la destruction des organisations ouvrières sous le fascisme. En outre, les organisations de masse fascistes avaient fondé une profonde mé-

Francfort sur le Main : l'immeuble de l'IGM (à gauche) domine celui du DGB (flèche). La fédération de la Métallurgie a plus de moyens que la Confédération.



fiance des ouvriers par rapport à toute activité politique. Si la classe ouvrière allemande n'a pas accepté sans combat, la faim, l'inflation et le chômage, les grèves et les actions de protestations des années 46 à 49 n'ont pas dépassé le stade de luttes défensives.

## NÉGOCIATIONS SALARIALES...

Encadré par un appareil syndical fortement hiérarchisé et centralisé, l'ouvrier allemand n'a aucun pouvoir, ni sur les négociations salariales, ni sur le déclenchement d'une grève. Seule la direction fédérale en décide. Quand, au mois de mars dernier, le contrat salarial dans la Métallurgie avait expiré, le syndicat concerné, l'IG Metall, s'est vu contraint, face aux pressions de la base, d'organiser dans les entreprises un vote sur les revendications. Malgré une propagande aiguë du syndicat rappelant en permanence qu'il fallait se serrer la ceinture et ne pas mettre en danger la reprise économique, les travailleurs ont voté une augmentation minimum

de 8,5 %. Cette consultation, purement démagogique avait pour but de tâter le terrain et préparer l'opinion des ouvriers. Dans les négociations tarifaires qui suivaient l'IEM et le patronat se sont mis d'accord sur une augmentation de 5,4 %.

La classe ouvrière est donc condamnée à une passivité absolue face à l'omnipotence des directions syndicales. En plus, il n'y a pas comme en France une section syndicale d'entreprise qui peut traiter directement avec le patron. Les négociations salariales se jouent essentiellement entre la direction syndicale et le patronat dans le cadre d'un règlement extrêmement strict.

## ... ET DROIT DE GRÈVE

Après l'échec des négociations et, d'une procédure d'arbitrage au sein d'une commission paritaire présidée par un tiers soi-disant «neutre», un délai obligatoire de dix jours s'interpose avant que la

rations. Ainsi : «*Tout syndicat dans le ressort duquel éclate une grève non décidée et non autorisée a le devoir d'agir par ses représentants pour amener une prompte reprise du travail...*»

direction syndicale, et elle seule, puisse décider le déclenchement d'une grève. A ce titre, elle doit organiser un référendum parmi les syndiqués des entreprises touchées. Une majorité de 75 % des votants est nécessaire pour décider l'arrêt du travail. Mais même un résultat positif du référendum ne contraint aucunement à la grève. Le syndicat est toujours libre de reprendre les négociations et de chercher un compromis avec le patron. Cette procédure est très lourde et peut durer des semaines, et elle s'est révélée extrêmement efficace pour tenir sous contrôle les mouvements revendicatifs. Toute grève spontanée en dehors de ce cadre est rendue pratiquement impossible par toute une série de stipulations prévues dans les statuts du DGB et de ses Fédé-

Mais les grèves «sauvages» de septembre 69 et de 1973 ont signalé la fin d'une période d'acceptation passive par la classe ouvrière des règles du jeu capitaliste. Si le syndicat a pu reprendre en mains la situation encore une fois en expulsant systématiquement les ouvriers les plus combattifs des syndicats et des entreprises, c'est dû au fait qu'il contrôle entièrement son appareil et, d'autre part, que l'idéologie de collaboration de classe pèse encore lourdement sur la classe ouvrière allemande.

Néanmoins, les ouvriers allemands ont fait une expérience précieuse pour l'avenir : pour imposer leurs revendications, ils doivent non seulement affronter les patrons et l'appareil répressif de l'État bourgeois, mais aussi cet appareil syndical.

## LE SYNDICAT DANS L'ENTREPRISE

Si les syndicats avaient pu accaparer des pouvoirs importants dans les conseils de surveillance des grandes entreprises,

par les lois sur la cogestion (nous verrons cet aspect demain), la loi de 1952 sur la structure sociale de l'entreprise y avait,

au début, considérablement affaibli sa position. Car, d'après cette loi, amendée en 1972, les membres du comité d'entreprise sont élus, à intervalle de trois ans, par l'ensemble des travailleurs de l'entreprise. Ils ne sont pas forcément syndiqués et donc en principe indépendants du syndicat. En créant les agents de liaison (vertrauensleute), les délégués de base chargés du contact entre les sections locales des Fédérations et les membres, le syndicat avait voulu se donner un instrument ayant pour tâche de défendre la politique syndicale dans les entreprises. Étant trop souvent contestataires, ces agents de liaison ont vu leurs pouvoirs rigoureusement limités. S'ils avaient à l'origine la tâche de discuter les revendications salariales et d'établir les listes pour les élections à la direction locale, aujourd'hui leur seule responsabilité est de soutenir la direction dans l'organisation de ces élections. Contrairement aux agents de liaison, les

membres du conseil d'entreprise sont soumis par la loi à l'obligation de maintenir la paix sociale, c'est-à-dire de faire tout pour supprimer toute activité politique dans l'entreprise. A 80 % syndiqués, ils sont devenus les principaux alliés de la direction syndicale et continuent la politique de «partenaire social» au niveau de l'usine. En général, ils établissent les listes électorales au comité d'entreprise, en collaboration étroite avec la direction du syndicat qui prend ainsi une influence directe sur sa composition. Mais le mécontentement de la base avec la politique de «vol de salaire», suivie par le syndicat, se reflète ici aussi.

Des listes oppositionnelles ont surgi en 72 et surtout en 75 remportant des succès importants (plus d'un tiers des voix à Opper Bochum). La réponse du syndicat : quatre cents candidats sur des listes non-autorisées par le DGB ont été exclus, ou menacés d'exclusion du syndicat.

## LA CHASSE AUX SORCIÈRES

Déjà en 1921, les syndicats allemands avaient décidé que chacun se présentait sur une liste autre que celles de l'ADGB (Confédération Générale des Syndicats Allemands) pourrait être exclu. Après 1928, ces mesures ont mené à plus de 15 000 exclusions, parfois de sections entières. Cette politique réactionnaire a eu sa suite après la victoire sur les fascistes. Après la demande d'interdiction du KPD en 1952 par le régime Adenauer, le DGB participe activement à la chasse aux communistes. Les syndicalistes présumés sympathisants devaient signer une déclaration désapprouvant les buts du communisme. Dans les années 60, avec la résurrection d'un courant radical démocratique, ces mesures n'ont guère été appliquées. Mais au congrès du DGB en 73, elles ont surgi de nouveau sous forme des décrets d'incompatibilité, inspirés par le décret sur les extrémistes de 72, la base des interdictions professionnelles. Depuis 1973, toutes les Fédérations du DGB

ont adopté ces décrets lors de leur congrès. Si à la base un courant assez important s'est opposé à ces décrets, le système électoral des délégués faisait que ce courant ne représentait aux congrès qu'une faible minorité. D'après ces décisions, l'adhésion aux Fédérations du DGB est incompatible avec l'appartenance à un certain nombre d'organisations marxistes-léninistes. Des centaines d'exclusions s'en sont suivies. Mais toute opposition à la politique officielle du syndicat tombe pratiquement sous le coup de ces décrets. Les révisionnistes sont les premiers qui demandent l'expulsion d'un syndicaliste révolutionnaire. La social-démocratie qui domine l'appareil syndical tolère les révisionnistes tant qu'ils jouent leur rôle de gendarmes du consensus social.

Demain,  
la cogestion et  
les entreprises  
du DGB